

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 1 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

8-15 janvier 2020

FRANCKABY LARCO ET L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI Armes et munitions disponibles sur place pour tous

Du rechargement des douilles au blindage de véhicules, les clients ne manquent pas

Par Léo Joseph

La descente des lieux menée à Puits Blain, par la Direction centrale de la police judiciaire (DC-PJ), dans les hauteurs de Pétion-Ville, le 24 décembre 2019, pourrait être la plus importante opération jamais orchestrée par la Police nationale d'Haïti depuis son existence. Par ce coup de filet, les forces de l'ordre ont mis hors de service, non seulement un distributeur d'armes et de munitions, mais aussi un établissement où se pratique aussi le blindage de véhicules. Aucun doute, l'accessibilité à ces services et à ces engins mor-



Les armes et munitions étalées chez Larco.

tels aussi facilement, et de surcroît de manière clandestine, conforte l'insécurité favorisant ainsi l'activité des gangs armés.

En effet, au petit jour, la veille de Noël, un contingent composé de toutes les unités spécialisées de la PNH s'est porté à la résidence de Dumont Franck Aby Larco, un des trois plus grands marchands d'armes et de munition d'Haïti. La quantité de matériels saisis dépasse tout ce que les agents de l'ordre s'imaginaient. Le corps du délit se compose de dizaines de douzaines d'armes de poing et de gros calibres de toutes catégories, y compris des gilets pare-balles et

de grenades, aussi bien que des casques pour motards, sans oublier des étuis d'armes.

Les forces qui avaient débarqué à Puits Blain comprenaient aussi des policiers de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS), des informations transmises par des limiers ayant informé d'avance que l'intéressé faisait aussi dans le trafic de drogues.

Franck Larco et le régime PHTK la main dans la main

Suite en page 4

INTERDIT D'ENTRÉE À LA CITÉ DE L'INDÉPENDANCE DE JOUR PAR LES GONAÏVIENS Jovenel Moïse reste à être éjecté du Palais national 2 toro pa gwonde nan menm savann...

Par Léo Joseph

Un proverbe typiquement haïtien dit ceci « 2 toro pa gwonde nan menm savann » (Deux taureaux ne beuglent pas dans le même espace. Un autre s'exprime encore de manière presque identique « Chaque bourrique braie dans son pâturage ». Les deux signifient que deux chefs ne peuvent diriger le même pays. C'est

la leçon que lui a apprise la présidence annulée de Jovenel Moïse. Le peuple haïtien a déclaré finie la présidence de ce dernier, alors que les Gonaïviens l'ont déclaré persona non grata dans leur ville. Il a pris la précaution de s'éloigner de la Cité de l'Indépendance, le 1^{er} janvier, jour anniversaire de l'indépendance d'Haïti. Même s'il persiste à refuser d'obtempérer à la demande collective du peuple haïtien de vider le Palais

national, son verdict est scellé (out !).

En effet, la ville des Gonaïvi l'a décrété sans appel : « Jovenel Moïse est persona non grata ! » Il a bien compris le message. Il n'a pas mis les pieds à la Cité de l'Indépendance, le 1^{er} Janvier 2020. Il a décidé, par lui-même, d'organiser un événement au Palais national sans le grand panache traditionnel qui marque chaque année la fête nationale la



Jovenel Moïse presque au bout de son rouleau.

plus grandiose que célèbre la nation entière.

On sait tout simplement que, à l'instar de la commémoration de la bataille de Vertières, le président décrié a fait organiser un rassemblement au Palais national/Champ de Mars, dont la relation a été pauvrement faite dans les médias. La cérémonie du 1^{er} Janvier, quant à elle, est passée inaperçue. Il semble que les journalistes l'aient tout bonnement boudée. Puisque, à part l'invita-

Suite en page 3

COMMUNITY DEVELOPMENT INITIATIVES Dr. Josie Payoute is setting herself to make waves



From l. to r., Dr. Josie Payoute, Sybil Elias, first Haïtian Judge of Exxex County, Stan Neron and Councilman Bergson Leneus.

By Léo Joseph

In her introduction regarding her undertakings, here is what Dr. Josie Payoute says about herself: "mompreneur, motivational speaker, curator, philanthropist and the founder and current President of New Jersey Kids Fashion Week (NJKFW), a 501(c)(3) non-profit organization." Dr. Payoute's schedule keeps her so busy that one wonders how much time she has left to attend to her regular job as a Human Resource person.

Through her organization,

Continued on page 3

HAPPENINGS!

The 10th anniversary of the January 12, 2010 destructive earthquake

NEW YORK—January 12 will mark the 10th anniversary of the earthquake that brought despair and desolation to Haiti. Undoubtedly, Haitians and citizens of Haitian descent around the world will stop a minute on the 12th to remember the thousands who lost

their lives on that day and the more than 1.2 million who were left homeless in a matter of seconds.

In the New York metropolitan area, there will be several activi-

Continued on page 7



OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

**JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANVAN 15 DESANM
POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.**

☎ Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

🖱 Al gade nan: nystateofhealth.ny.gov

👤 Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou

COMMUNITY DEVELOPMENT INITIATIVES

Dr. Josie Payoute is setting herself to make waves

Suite de la page 1

along with her dedicated board of trustees, she sets her goal: afford children from urban communities an opportunity to learn fashion etiquette while having the freedom to express their individual creativity. The latest event organized by Dr. Payoute and her team took place on Sunday, December 8, in East Orange, New Jersey, was an annual Toy Drive, which attracted numerous children from the community and was attended by several elected officials. This yearly event stands

to gather many more among the youth. Those who attended this year's festival are already looking forward to next year's event because, other than enjoying themselves, they make new friends in the process.

Prior to the toy drive, there was the Thanksgiving dinner in November and a fashion show in September. That show, on September 21 in Newark, lived up to its title: "Fashion in Wonderland."

Looking at the dates at which these three events took place, it's obvious that she organized them

only weeks apart. One can imagine the effort that went into the scheduling process. That means a lot for a person who holds a full time job. Needless to say, much commitment goes into this endeavor.

Josie Payoute, who holds a Ph.D. in Philosophy, and her collaborators have made NJKFW a very busy organization, which organizes different kinds of events throughout the year for the community. "It's an opportunity to give back," she says.

Of the activities she promotes in the community, Dr. Payoute

says she hopes that "fashion will ingrain confidence and poise among our fashionistas." In addition, she believes that NJKFW "will promote self-awareness, teach the value of inner and outer beauty, as well as presence and professionalism." And she adds: "It's imperative that our youth are aware that confidence is within their mind and heart."

Josie Payoute is one of the most dynamic professionals in the Haitian community of New Jersey, if not in the U.S. Not only she creates her own activities to the benefit her community, she

spares no effort in contributing to events organized by others. For example, on November 15, last year, she participated in the celebration of the Haitian Cultural Day, which was held at City Hall in Jersey City. She did a wonderful job as Mistress of Ceremony, having shown her rich knowledge of Haitian history.

Without a doubt, Dr. Payoute is a shining star in the Haitian Diaspora. With her knowledge, savoir-faire, intelligence, ambition, creativity, and determination, she is on her way to accomplish great things.

INTERDIT D'ENTRÉE À LA CITÉ DE L'INDÉPENDANCE DE JOUR PAR LES GONAÏVIENS

Jovenel Moïse reste à être éjecté du Palais national

2 toro pa gwonde nan menm savann...

Suite de la page 1

tion qui a été lancée demandant à ceux qui voulaient y assister d'être présents à l'heure, soit à 8 heures du matin, on n'a pas entendu ni lu grand-chose dans les médias. C'est tout ce qu'on a entendu de ce soi-disant événement. Même la présidence elle-même n'a pas émis un communiqué à ce sujet.

En effet, chaque année, les représentants de tous les organes de la presse écrite, télévisé électronique et en ligne suivent le cortège présidentiel avec tous le gouvernement, les dignitaires, les autorités civiles et militaires, ainsi que le Corps diplomatique pour assister à la fête de la nation, aux Gonaïves. Mais il n'en était rien cette année. On retiendra tout simplement que Jovenel Moïse avait quadrillé par des unités de la PNH et a fait ériger des barricades dans tout l'aire du Champ de Mars, afin de se protéger lui et ceux qui avaient la responsabilité de déposer des offrandes florales au pied des monuments érigés en honneur de ceux qui ont forgé la nation. Tout cela a été planifié pour tenir la grande masse du peuple haïtien éloignée de cette manifestation, les plus de 85 % de ceux qui exigent le départ de M. Moïse, contre une attaque possible des militants. Toutefois, il ne peut avoir la prétention de dire que l'opposition l'a empêché de réaliser ce spectacle grotesque d'un événement qui n'en était pas un.

Il semble que la présidence a honte de présenter son propre reportage sur cette assemblée, sachant que la grande majorité des invités l'ont boudée. Elle ne voulait pas prendre la chance de bafouer l'opinion en présentant un rapport mensonger de cette fête qui aurait attiré sur elle la critique de l'opposition. Aussi s'est-elle résignée à

encaisser la honte qui lui a été infligée, voire même une humiliation encaissée de ses détracteurs.

Tout compte fait, quand viendra le moment d'infliger l'ultime coup de pied dans le cul pour lui signifier son expulsion du Palais national, le peuple doit lui rappeler qu'il devrait rembourser le salaire qu'il a touché en tant que chef d'État pour être présent à toutes les fêtes nationales, pour l'année 2019.

En effet, Jovenel Moïse n'a pas fait le déplacement traditionnel du 18 novembre, car il était absent à la commémoration de la Bataille de Vertières. Il était également absent, à Marchand-Dessalines (Artibonite), le 17 octobre, à l'occasion de la date commémorative de la mort de l'empereur Jean-Jacques Dessalines.

La nation se souviendra que Jovenel Moïse a saboté la version 2010 de la Fête de l'Indépendance d'Haïti, autrement dit le 216^e anniversaire de l'Indépendance. Pour la première fois, après 215 années de leur libération de la servitude des Français, les Haïtiens n'ont pu célébrer cette date magique. Dans la mesure aussi où la date du 1^{er} Janvier est l'occasion pour la nation de témoigner notre reconnaissance collective de peuple envers notre Libérateur, Jovenel Moïse commet un parricide. Dès lors, il rejoint les traîtres du 17 octobre. N'est-ce pas une honte nationale que doit essuyer tous les Haïtiens et Haïtiens où ils se retrouvent ?

Que peut-on retenir encore, pour parler de cette « réunion », que Jovenel Moïse baptise « fête de l'indépendance » ? Un défilé de militaires mobilisés s'identifiant définitivement avec lui, et non avec le peuple haïtien, car étant passés pour des assassins de jeunes militants exigeant la « démission

immédiate et sans condition » de Jovenel Moïse. Mais cette phase d'un tel événement à vocation patriotique, qui, dans les circonstances normales, attire la grande foule de jeunes gens, s'est déroulée dans l'indifférence totale des uns et des autres. La grogne populaire est à son paroxysme; et les mécontents n'ont raté une seule minute pour signifier son ras le bol à l'intrus qui se retrouve encore au Palais national.

Gonaïves interdit à Jovenel Moïse

Après une série de manifestations anti-Moïse, à travers le pays, mais aussi aux Gonaïves, ce dernier n'a rien fait pour apaiser les mécontents en changeant sa politique stérile qui a entraîné le pays dans le gouffre économique et à cesser de multiplier ses mensonges et les promesses non tenues. Au lieu de changer son fusil d'épaule, il a jugé plutôt mieux gazer et matraquer les manifestants. D'où la radicalisation de la mobilisation et le point de non-retour et la rupture définitive entre le Palais nationale et les forces de l'opposition. Au Gonaïves, il a perdu tous les moyens de renouer avec les masses populaires. Gonaïves déclare le chef de l'État « *persona non grata* ».

Sans doute mal conseillé par des membres inexpérimentés de son équipe, la condamnation de Jovenel Moïse restera sans appel. Face à la mobilisation radicale, il oppose la force brutale : gaz lacrymogènes, matraque, balles en caoutchouc, voir balles réelles. Les agents de l'ordre ont la gâchette trop facile. Des dizaines de tués par balles dans six semaines de mobilisation. En face, du gouvernement : barricades enflammées, des cas de pillages, jets de pierres.

Lors des derniers affrontements policiers-manifestants, fin décembre, un militant est

tué par un chef de gang proche de Jovenel Moïse. Aucune volonté de faire appliquer la loi contre lui. À ce stade des hostilités, plus de réconciliation possible. À quelques jours seulement du Nouvel An, la date de célébration officielle de la date de l'Indépendance, le peuple des Gonaïves rappelle au président qu'il ne peut pas mettre les pieds dans la métropole de l'Artibonite.

Moïse a tenté un débarquement nocturne, mais s'est empressé de vider les lieux, une fois les foules mobilisées pour se lancer après lui. C'est précisément avec les nouvelles armes et munitions, en sus de l'argent qu'il était venu livrer à ses gangs que ces derniers ont orchestré le massacre dans lequel Mécène Cénoble a été tué à Raboteau.

Sur ces entrefaites, les habitants de la Cité de l'Indépendance ont déclaré que la veillée de Me Cénoble sera tenue dans la soirée du 31 janvier, sur la Place d'Armes des Gonaïves où seront aussi chantées ses funérailles le lendemain (Fête de l'Indépendance).

Par ailleurs, un groupe de jeunes de l'Artibonite, au nom des jeunes du Grand Nord, ont adressé une lettre ouverte au Mgr du Diocèse lui demandant de ne pas chanter le Tedeum traditionnel du 1^{er} Janvier.

Avec les funérailles de Cénoble prévues pour être chantées sur la Place d'Armes, qui se trouve en face de la Cathédrale, la grande manifestation prévue n'aurait pas permis à Jovenel Moïse d'assister à la Fête de l'Indépendance.

De toute évidence, M. Moïse n'a pas eu droit de cité aux Gonaïves, à l'occasion de la Fête de l'Indépendance.

Les citoyens des Gonaïves ont démontré clairement qu'il est maître de la ville; et le peuple haïtien, qui est chef du pays. Jovenel Moïse ne peut fouler les rues de la ville, excepté la nuit. De même, il ne

peut aller où il veut, et quand il veut, n'importe où dans le pays, sans se précipiter pour éviter d'être intercepté par les citoyens en furie. Ce qui avait occasionné un terrible accident à Torbeck, à une douzaine de kilomètres des Cayes, dans le département du sud. Le cortège présidentiel revenait de Tiburon, dans l'extrême sud de la péninsule, où il avait été assister à l'inauguration de deux panneaux solaires, un projet privé qui a été réalisé par une Organisation non gouvernementale.

Ce n'était même pas une réalisation du gouvernement. Dans les milieux proches du pouvoir, on laisse croire que Moïse a fait le déplacement après avoir demandé aux propriétaires de lui donner l'opportunité d'inaugurer les deux panneaux solaires. Il voulait donner le change à la population par rapport à sa promesse non tenue de doter le pays d'électricité 24 heures sur 24, et 7 jours par semaines.



FRANCKABY LARCO ET L'INSÉCURITÉ EN HAÏTI

Armes et munitions disponibles sur place pour tous

Du rechargement des douilles au blindage de véhicules, les clients ne manquent pas

Suite de la page 1

L'arsenal de M. Larco, stocké dans un container situé dans la cour, témoigne de l'importance de l'entreprise qui, en sus de desservir la Police nationale elle-même et plusieurs entreprises d'Etat, en tant que réparateurs d'armement, pourvoit le monde interlope en armes illégales ainsi qu'en munitions. Franck Aby Larco est pris en flagrant délit de détention d'armes illégales en masse, surtout en violation des termes en vertu desquels il jouit du permis obtenu par la Direction centrale de la PNH l'habilitant à pratiquer son métier d'armurier, le 27 avril 2015. La manière dont il mène ses opérations, à l'échelle nationale témoigne que Larco travaille en étroite collaboration, d'abord avec l'équipe dirigée par Michel Martelly, puis avec le régime de Jovenel Moïse. Dans un premier temps, il a obtenu une lettre de recommandation du coordonnateur de la Sécurité présidentielle, en 2012, en l'occurrence le beau-frère de Sweet Mickey, Pierre Léon Saint-Rémy jr. Dans cette autorisation qu'il a reçue de l'ex-directeur général de la PNH, Godson Auréus, il est clairement indiqué que « cette direction attire l'attention de l'intéressé sur le fait qu'il ne peut avoir plus de dix (10) plus de dix armes à la fois ». Il y a également lieu de démontrer que l'armurier Dumont Franck Aby Larco bénéficiait de l'appui et de la pleine et entière protection de Jovenel Moïse. La lettre de recommandation a lui remise par celui qui remplissait la fonction de coordonnateur de la Sécurité

présidentielle, Pierre Léon Saint-Rémy jr, dit Kiko, en dit long. Voici la teneur du document rédigé par le frère de Sophia Martelly, qu'il avait remis à l'armurier Larco : « *Le coordonnateur de la Sécurité présidentielle certifie et atteste que M. Franck Aby Larco est le réparateur d'arme de l'USP. A cet effet, le bureau du coordonnateur demande à la Police de lui fournir aide et protection dans l'accomplissement de son travail.* »

Mais il n'est un secret pour personne que Pierre Léon Saint-



Franck Aby Larco maîtrisé dans son dépôt au moment de la perquisition de sa maison par la PNH.

Rémy jr est lié à la pègre. On sait, par exemple, qu'il est, non seulement affilié au trafic de stupéfiants, il est accusé d'avoir participé à l'assassinat d'Evinx Daniel. Trafiquant de drogue, qui était partenaire en affaires de Jovenel Moïse, avant que ce dernier ne l'ait introduit à Michel Martelly

ayant fait de lui son successeur, Daniel disparut dans un incident qui avait tout l'air d'un kidnapping, le 5 janvier 2014, pour ne plus jamais retourner à sa famille. Un témoin de l'« accident » perpétré sur la personne de Daniel, qui tient à rester anonyme, a placé Jovenel Moïse et l'ex-coordonnateur de la Sécurité présidentielle sur les lieux du crime, tout en ayant soin d'omettre d'identifier l'endroit où se trouvent inhumés les restes de la victime. Sachant bien qu'il a affaire avec la mafia haïtienne, cette personne persiste à garder ce secret.

A noter aussi qu'il est démontré que l'armurier dévoyé est hautement recommandé par les autorités Tèt Kale/PHTK ayant pleinement assuré le suivi de la collaboration offerte à Larco par les autorités. Puisque la lettre de recommandation qu'il a obtenue de Kiko Saint-Rémy est datée du Palais national, le 8 juin 2012 (donc sous le gouvernement de son beau-frère, Michel Martelly). La dernière portant sur l'autorisation d'exercer cette activité, émise par Godson Auréus, date du 27 avril 2015, soit moins d'un an plus tard. Il semble que, vu sa proximité avec les gouvernements Tèt Kale, Franck Larco n'a eu aucun problème à faire renouveler cette autorisation.

Plus qu'un fournisseur d'armes et de munitions

L'arrestation de Franck Larco a déclenché un cri dans les médias haïtiens, le faisant passer pour un « *armurier* ». En réalité il est plus que cela. Fournisseur d'armes et de munitions, certes, mais la diversification de son expertise fait de lui un prêteur de service extrêmement dangereux, mais précieux pour ceux qui se spécialisent dans le crime. Dans la mesure où il opère de manière clandestine, Larco a la possibilité d'armer diversement les gangs du pays, et le monde de la pègre, en sus de la PNH et d'autres institutions autorisées de l'Etat. Tout cela avec la complicité des autorités.

En effet, il élimine le numéro de série des armes introduites illégalement dans le pays, rendant impossible l'identification des auteurs de crimes. Il est aussi capable de trafiquer les armes. Ainsi, la modification des numéros de série entrave-t-elle sérieusement toute enquête relative à l'usage qui aurait été faite de telles armes. En Haïti, les auteurs de la grande

majorité des assassinats par balles ne sont jamais identifiés, la plupart des enquêtes débouchant sur le néant. Les observateurs pensent qu'un tel échec est imputable à l'œuvre des armuriers aidés du pouvoir.

Reconditionnement de douilles et blindage de véhicules

Une source proche de la PNH a informé que l'armurier de Puits Blain assure la distribution de balles qu'il reconditionne dans



Pierre Léon Saint-Rémy (Kiko), beau-frère de Michel Martelly.

son atelier. Cela lui permet de réaliser de plus gros profits sur ce genre de marchandises que celles qu'il importe clandestinement, notamment du Vietnam, avec la collaboration de Michel Martelly et du régime Tèt Kale. Puisque, grâce à Sweet Mickey, les cartouches sont importées de l'ancienne Indochine (Vietnam). Le gouvernement Moïse assure leur dédouanement sans encombre. Tandis que Dimitri Hérard, le chef de l'Unité centrale de sécurité du Palais national (UCSPN), les fait transporter à destination sans la moindre difficulté. Ensemble, ils forment l'alliance mortelle qui fait régner l'insécurité dans le pays.

Un observateur a précisé que l'enquête qui a débouché sur l'arrestation de Larco a été déclenchée par l'importation illégale d'armes et de munitions par les frères Joseph (Joël Junior et Jimmy), de la société Global Dynasty

(aucune parenté avec ceux d'H-O), en septembre 2016. Cette cargaison illicite avait été confisquée par la Police, à Saint-Marc car introduite illégalement dans le pays. A l'époque, les autorités haïtiennes étaient alertées par la Justice américaine, fortement impliquée dans cette opération de contrebande orchestrée par les propriétaires de cette entreprise, illégalement établie en Haïti, et dont les installations se trouvent basées à Orlando, Florida, d'après l'acte d'accusation fédéral émis contre les deux frères Joseph, Joël Junior et Jimmy.

Il y a fort à parier que les alliés en Haïti de Franck Larco, dans ces activités, sont dans le climatiseur des autorités fédérales.

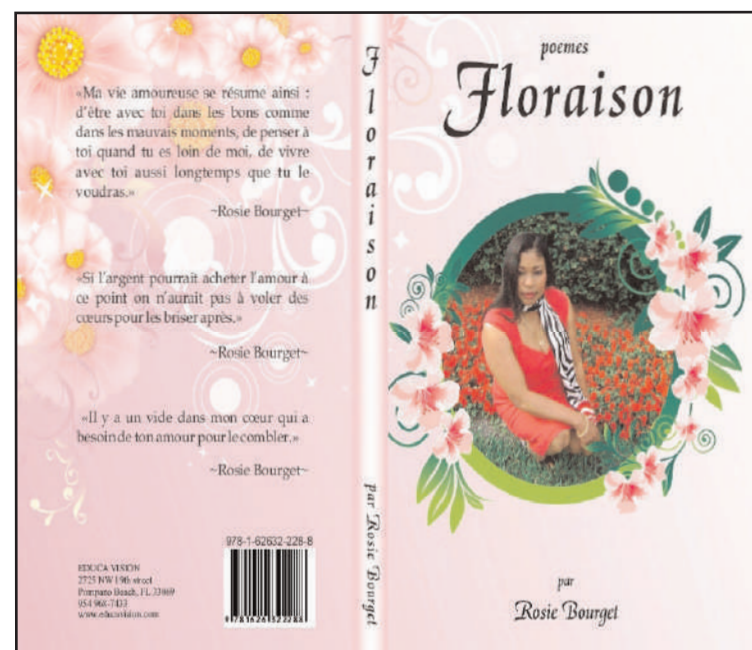
Soulignons, en passant, que l'armurier de Puits Blain dirige un réseau de jeunes gens qu'il emploie comme « *ramasseurs* » de douilles, un peu partout en Haïti, aux fins de les recharger. Reconditionnées en balles, ces objets sont revendus sur le marché national.

D'autre part, des sources policières ont informé que Franck Larco possède une autre spécialité liée à l'armurerie : le blindage des véhicules. Dans de telles conditions, même le monde de la pègre peut se procurer des véhicules blindés à bon compte.

On peut imaginer ce que signifie une telle situation : un pays où n'importe qui peut s'acheter des armes de gros et petits calibres, des munitions pour toutes sortes d'armes, en sus de blinder les structures de leurs véhicules.

Suite à l'arrestation de Franck Larco, dont les activités mettent en péril la sécurité nationale et régionale, les autorités du pays, en tout premier lieu, le président de la République, n'a pipé mot. Mis en branle par les Américains, ce mouvement vise également les collaborateurs de l'armurier. De toute évidence, tous ceux qui font partie du réseau de l'homme de Puits Blain.

Signalons aussi que d'autres armuriers non encore identifiés évoluent en Haïti. De sources policières, on laisse croire qu'il en existe deux autres à visiter par les forces de l'ordre.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

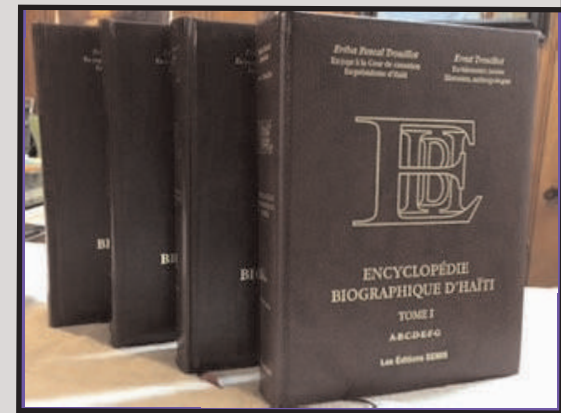
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lane 2019 la fini nan deblozay, move siyal pou lane 2020; manman pitit, se mare ren !

Jan nou konstate l la, lane 2019 la fèmen san anyen pa regle jan yo te di sa te pral fèt. Epi lane 2020 an pèse sou nou ak tout firè. Si yo te koute *Ayiti-Obsèvatè*, yo te fèt pou konnen ke tout bèl pawòl nou te tande yo pa t mache ak reyalye a. Se machin pwopagann nan ki t ap opere. Kounnye a, yo tout ap mache sou pringa pou yo pa pile si m te konnen. Paske, selon tou sa n tande, lè nou pa atann, nou ka tonbe nan gwo tchouboum !

Nan mwa desanm nan ma-



Chèf pati politik RDNP a, Erik Jan-Batis

chin pwopagann nan t ap travay 24 sou 24. Gwo nouvèl la sè ke anvan lane 2019 la fini, nou t ap jwenn youn solisyon pou kriz k ap fini ak peyi a depi mwa jiyè 2018. Fwa sa a se Nasyon Zini ki te pran tout bagay anmen. Se Madam Helen Meager Lalime, reprezantan sekretè jeneral Nasyon Zini an, ki anchaj BINUH (*Bureau intégré des Nations Unies en Haïti*), ki te pran kontwòl negosasyon yo. Epi se nan Nonsyati a (*Nonciature*), lakay Nons Apostolik la, reprezantan Lepap, ke reyinyon yo te fèt ant reprezantan prezidan Jovnèl Moyiz avèk plizyè gwoup ki reprezante opozisyon an. Epi tou, reprezantan Eta-Zini a ann Ayiti, Anbasadè Michele Sison, te la tou diran reyinyon yo ki te fèt ant madi ak mèkredi, 17 ak 18 desanm. Okontrè, nan byen ta, nou te aprann ke OEA, Oganizasyon Eta Ameriken, te gen reprezantan l la tou.

Asireman, nou te tande kijan mesye-dam opozisyon yo — Passerelle, Alternative Consen-

suelle, Bloc Démocratique, Mache Kontre, Forum Patriotique, Lavalas, elatriye —, te reyini nan Lotèl Marriott, (Maryòt an kreyòl) nan Pòtoprens, nan wikenn 8 a 10 novanm nan. Se la prèske yo tout te tonbe dakò sou kijan pou kriz la rezoud. Selon sa k te pibliye nan sikonstans sa a, yo te vin bay gwoup yo a non « *Gwoup Maryòt* » la ki te vin siyen « *Akò Maryòt* » la. Yo te dakò pou Jovnèl Moyiz bay demisyon l tou suit epi pou youn jij nan Tribinal kasasyon ranplase l. Yo te dakò tou pou gen youn Premye minis ki soti pami opozisyon an. Antretan, jij Kasasyon yo te chwazi a rale kò l, li di mès, men non mès !

Nou p ap rantre nan tout lòt detay yo, men se te 2 premye gwo pwen nan « *Akò Maryòt* » la. Fòm raple nou ke Lavalas pa t dakò ak kesyon pou se nan Tribinal kasasyon pou prezidan an ta soti. Donk, Lavalas kontan lè jij Kasasyon an tou rale kò l la. Antouka, prezidan Moyiz, ki te gen plan pa l, te dakò pou mounn li yo t al chita ak mounn « *Gwoup Maryòt* » la pou wè kijan yo ta ka jwenn youn akò pou rezoud gwo kriz la san fizi pa tire.

Anplis de mounn pa l yo, prezidan an te mande pou mounn PHTK yo (*Pati ayisyen Tèt Kale*), pwop pati politik ki mete l opouvwa a, patisipe nan reyinyon an tou. Fòm di nou ke nan dat 5 desanm, mounn Tèt Kale yo te reyini nan Lotèl Kinam, nan Petyonvil, pou yo te diskite kijan yo menm yo wè pou kriz la rezoud. Nan akò pa yo a ki rele « *Accord de consensus de Kinam* », osnon « *Akò Kinam nan* », yo te dakò pou gen youn « *Premye minis konsansis* », kivedi youn pèsanaj ke tout mounn dakò pou se limenm ki t ap soti nan gwoup mounn opozisyon yo. Men fòk « *Premye minis konsansis* » sa a ta chita ak prezidan Moyiz pou yo chwazi tout minis ki pral fòme « *gouvènman inite* » a. Kivedi Jovnèl Moyiz p ap fè youn pa Kita, youn pa Nago, men l ap aksepte pou l gen youn Premye minis ki pa soti nan Tèt Kale ! Atò ki difer-

ans ki t ap genyen ant Premye minis sa a ak Premye minis Jan-Anri Seyan (Jean-Henry Céant) ? Kou lwa chèf li monte nan tèt li, Jovnèl ka toujou bay Premye minis la youn kout pye voye sa atè.

Antouka, selon sa teledyòl t ap bay nan lari a, depi mèkredi swa 18 desanm, tout bagay t ap deja regle epi « *gouvènman konsansis, inite nasyonal la* » t ap anplas anvan fen lane a. Nou t ap kòmanse Premye Janvyè lane 2020 an anba drapo linite. Pa mande m ki koulè drapo sa a t ap ye. Pou nou menm, jan nou te wè bagay yo, nou pa t dakò ak lòt mounn ki te deja pare pou debouché chanpay.

Okontrè, nou te tande non pliyè minis ki t ap sikile. Yo te menm bay non 3 sitwayen ke se youn pami yo ki t ap Premye minis : Ansyen senatè Dejan Belizè (Déjean Bélizaire), senatè Jozèf Lanbè (Joseph Lambert) ak mèt Lotri Pè Etènèl la, Erik Jan-Batis (Eric Jean-Baptiste), ki se sekretè jeneral RDNP, pati politik defen pwofèsè Lesli Maniga a (Leslie Manigat), ki, san dout, ap fè kòlè kote l ye a !

Se konsa bagay yo te ye lè nou te vin ak pawòl pa nou, jan nou te pibliye sa nan jounal mèkredi 18 desanm nan. Pandan mounn yo te nan reyinyon toujou lakay reprezantan pap la, nan Mòn Kalvè, anlè tèt Petyon-Vil, nou menm nou te ekri sa nou te konprann nan jwèt Bouki-Malis sa a. Si nou gen jounal la toujou, al gade nan dènye paj la, paj 16, anba NOUVELLES BRÈVES.



Ansyen senatè Dejan Belizé

Gad dènye ti atik ki gen kòm tit « *On revient avec la propagande concernant 'gouvernement d'union nationale' avant le Nouvel An !* » Epi nou te fè ti kòman-tè pa nou, youn sèl fraz, ki se : « *Et les St. Thomas de notre terroir de dire : 'Na kwè lè na wè !'* » Wi, mezanmi, se Sen Tonma nou ye, nou pa pran nan ti pawòl dous y ap lage nan zòrèy nou pou fè n dodo. Se lè nou wè ak 2 ja n, jan mounn Okap konn di, pou n kwè.

Epi nou pa aksepte okenn akizasyon kèk malandren ap lage sou do n. « *O wi, nou gen bouch kabrit, se nou ki lakòz tout bagay gate* ». Anhan ! Se nou ki te di tout mesye opozisyon yo pou yo refize al nan reyinyon Jovnèl Moyiz te envite yo nan Palè a, van-

dredi 20 desanm nan. Se la yo te pral siyen tout dokiman, fè separasyon pòs, fè kè tout mounn kontan. Kidonk, se sa n te ekri a ki fè pa gen gouvènman inite nasyonal la ? Osnon, èske se tout mounn ki okouran ke se te youn « *A ttrap-pe-nigauds* », jan direktè Léo Joseph te ekri nan premye paj jounal la, nan nimewo 11-18 desanm nan ? Li te di se pyèj pou mounn sòt ke Jovnèl Moyiz t ap prepare ak mounn li yo pou Premye Janvyè 2020. Enben ban m kase moso ban nou.

Jovnèl Moyiz se gwo ipokrit ! Men jan pawòl la di a, se byen jwenn ak byen kontre ! Menm anvan li te voye mounn li yo ansanm ak mounn PHTK yo al nan reyinyon kay Nons Apostolik la, nan madi ak mèkredi, 17 ak 18 desanm nan, pou yo te chita ak mounn opozisyon yo, JoMo te deja montre ke anyen pa vrèman chanje. Msye se bon jan ipokrit, kouto fanmasi !

Depi nan aswè samdi, 14 desanm, 3 jou anvan mounn li yo te pral nan reyinyon ak opozisyon an, anba direksyon anbasadè Nasyon Zini ki se chèf BINUH, ann Ayiti a, Madam Helen Meagher Lalime; 3 jou anvan pou mounn li yo te pral chita ansanm ak anbasadè Ameriken an nan Pòtoprens, Madam Michele Sison, JoMo t ap rankontre nan fè nwa ak chèf gang nan Decahos, Paula, osnon Polda, pran sa nou vle. Wi, an chat pent, JoMo te rive nan zòn Gonayiv sa a. Li pa t fouti met pye lavil la gwo lajounen, paske yo te ka manje l tou vivan. Donk, li tann jouk aswè, lè fè nwa nan gran vil sa a. Msye te konn sa l t ap fè lè l pa janm bay elektrisite 24 sou 24 nan 24 mwa a, jan l te pwonmèt la. 24 mwa a pase depi 7 fevriye 2019. Imajine nou si Gonayiv te byen klere, prezidan an pa t ap ka met pye lòtò a, paske msye se *persona non grata*, endezirab, ki pa dwe met pye Gonayiv. N a tounen sou sa pi devan.

Enben JoMo fè yo wè li gen tout ti konbinezon lè pou l vin wè mounn pa l, chèf gang li an. Kisa ki t ap diskite menm ? Premye-man, li te pot zam nèf pou chèf gang nan ak tout asosye l yo. Li te pot anpil kòb pou li tou, paske chèf Polda te gen preparasyon pou l fè pou penmèt tout bagay pase jan prezidan an vle pou jou fèt Premye Janvyè 2020 an. Byen konte, mal kalkile !

Kòm nou konnen, Premye Janvyè a se youn dat istorik ki gen anpil enpòtans pou Ayisyen. Anplis ke lemond antye selebre premye jou nan lane a, pou Ayisyen, Premye Janvyè se youn fèt doub. Se nan dat sa a Jan-Jak Desalin (Jean-Jacques Dessalines) te deklare Ayiti endepandan, la sou Plas Gonayiv la, nan mitan kè lavil la. Byen ke anyen esklav yo te fin bat Blan franse depi 18 novanm 1803, nan batay Vètyè a (Vertières), tou pre Okap-Ayisyen, Desalin te tann jouk Premye Janvyè 1804 pou fè Deklarasyon

Endepandans la. Epi depi dat sa a, chak Premye Janvyè se nan Gonayiv prezidan Repiblik la, avèk tout lòt gwo otorite nan Leta, memm diplomat etranje ki an fonksyon ann Ayiti, ale pou selebre gwo jou sa a.

Enben, ane sa a bagay yo pa t bèl ditou pou prezidan an nan Gonayiv. Men sanble msye te decide pou l fè tout mounn konnen se li ki chèf tout bon ann Ayiti, menm si pou l te fè youn masak nan Gonayiv anvan Premye Janvyè a, osnon jou Premye Janvyè a menm. Men sa k te mennen l nan Gonayiv, menm si se te nan fè nwa, nan dat 14 desanm nan. Se prepare li te vin prepare ak gang li yo, menm si se nan fè nwa, dekwa pou l te ka gen youn bon Premye Janvyè gwo lajounen nan Gonayiv.

Menm si se te nan mitan lanuit, yo te kouri dèyè l jou samdi swa a. Epi nan lèndi, 16 desanm, Polda ak bandi l yo te debake nan Raboteau, kote gang anti-Jovnèl yo te soti pou vin bay prezidan an youn leson nan Decahos. Enben se pa ni 2 ni 3 kout zam mesye Polda pa t vide sou mounn Raboteau jou lèndi 16 desanm nan, egzakteman youn jou anvan « *reyinyon linite* » a te pral fèt nan kay Nons Apostolik la, nan Pòtoprens.

Mounn gen tan mouri, menm 3 ti mounn toufe anba gaz lakrimojèn. Gen mounn ki blese, epi lapèrèz esntale nan Raboteau. Se Lapolis PNH nan Gonayiv, polis ofisyèl la, ki te kouri vin met lòd epi kite polisye nan tout zòn nan ap fè patwouy. Kisa nou konprann ki vin rive ? Reprezantan sivil prezidan JoMo nan Gonayiv la, delege yo rele Blondo Odiven an (Odvin), t al mande otorite Lapolis nan Gonayiv pou yo leve patwouy polis yo nan Raboteau, pou penmèt ekip Polda a mete lòd nan dezòd k ap fèt nan zòn nan.

Selon sa n te aprann, Lapolis pa t dakò pou sa fèt. Se konsa youn pi gwo masak pa t fèt nan Raboteau, lèndi 16 desanm nan. Men anvan semèn nan te pase, le 21 desanm, Nèg ak zam, gen ki te menm abiye an polis, te debake nan Raboteau e te fè anpil dega. Yo t ap debarase lari a ke militan yo te barikade anpil kote. Sitiyasyon dejenere, epi yo rive touye youn jèn militan, ki rele Mesèn Senòb (Mécène Cénoble). Enben se kadav jennonm sa a ki pral lakòz pi gwo pwoblèm pou prezidan Moyiz. Yo kenbe kadav militan an nan mòg epi anons fèt ke le 31 desanm nan aswè se pral veye Mesèn Senòb sou Plas Dam Gonayiv.

Après sa l te pran nan Gonayiv nan samdi swa 14 desanm nan, Jovnèl Moyiz te sèman fè l bay mounn Gonayiv youn leson yo p ap janm bliye. Selon nouvèl ki te vin jwenn nou, prezidan Moyiz te mande direktè jeneral Polis la, Nòmil Ramo (Normil Rameau), ak direktè Polis pou depatman

Ale nan paj 14

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BL. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!



BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
 By Owner
 In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
[<info@thelodgeinhaiti.com>](mailto:info@thelodgeinhaiti.com)
509-3458-5968 or 509-3458-105

HAPPENINGS!

Continued from page 1

ities to commemorate the day. On January 12, **1199 SEIU, the Health Care Union**, which counts many Haitians and Haitian-Americans in its ranks, invites the community at 3:00 pm to a special event to reflect on the devastating earthquake which had hit Haiti at 4:53 p.m. on that day. The event will be at the union's 310 Building, on West 43rd Street, in Manhattan.

"**WE CARE FOR HAITI**," states the union, which announces "A moment of silence as we remember our Haitian sisters and brothers," who may be "**Gone, but never forgotten.**"

The IHOM Event

From 5:00 to 9:00 pm, on January 12, the **International Humanitarian Outreach Ministries Inc. (IHOM)**, in collaboration with several organizations involved in Haiti, will host an event entitled "**A 10-year Report to the community: Honoring Haiti's Earthquake Victims.**" It will take place next Sunday at the Towers on the Green, North Shore Towers, 272-48 Grand

Central Parkway, Floral Park, N.Y. 11005. There will be presentations, a sit-down dinner and music by a live band. Suggested donation is \$100, and tickets may be purchased by visiting www.IHOMINC.org, or by calling Henri Desrosiers, at 718-864-9266.

In a press release, IHOM says: *The event will focus on the work of organizations from various sectors which remained in Haiti long after the cameras had moved on.* Some names are ticked off: "*Smallholder Farmers Association (SFA), Promoting Health in Haiti (PHH), AME-SADA, Fleur de Vie (FDV), Capra Care, Haitian Nurses Foundation, Health Education Action League Haiti (HEAL HAITI), Hope for Haiti and United States Foundation for the Children of Haiti (USFCH).*" It should be noted that these organizations are involved in various fields, such as agriculture, health and education.

Some people will be honored that evening for their work concerning Haiti during the earthquake and afterward. Among them, Raymond Joseph, former Ambassador of Haiti to the United States when the earthquake hit;

Rose Marie Ortlieb, Director of Sustainable Village and Learning Center; Vania Andre, Editor of The Haitian Times; and Dr. Natalie Cineas, Senior Vice-President and Chief Nursing Officer at Health and Hospital Plus.

Commenting on what he expects from the January 12 event, Henri Desrosiers, founder and chairman of IHOM, said, "*We will start learning from each other about what's being done in other areas and become less isolated from each other.*"

The Remembrance Program in Washington Metropolitan Special to H-O by Haiti Renewal Alliance* (HRA)

—On Sunday, January 12, the Haitian community in the Washington Metropolitan area (DC, Maryland, Virginia), in partnership with the Haiti Renewal Alliance (HRA) and the Embassy of Haiti will host a ceremony to commemorate the 10th anniversary of the devastating earthquake that struck Haiti, claiming nearly 300,000 innocent lives and displacing millions in the nation's capital and surrounding areas.

A memorial service, officiated by the Most Reverend

Archbishop Christophe Pierre, Apostolic Nuncio to the U.S., will take place at p.m. at the Shrine of the Sacred Heart Church, 3211 Sacred Heart Way NW, Washington, D.C. 20010. We welcome all denominations as we come together to remember those we lost, united as a community moving forward.

Immediately following the service, a Community Remembrance Program will take place at 6:00 p.m., at the Embassy of Haiti, 2311 Massachusetts Ave. NW, Washington, DC 20008. Leaders from Diaspora organizations, non-governmental organizations (NGOs), religious clergy and the business community will share their reflections in solidarity with the people of Haiti, and members of the community will have an opportunity to publicly honor their loved ones that were tragically taken away from them on that fateful day, 10 years ago.

On this day, we will remind our fellow brothers and sisters that Haitians living abroad have not forgotten those lost and that we continue to support Haiti's road to recovery, so that our freedom may be fully realized, just as our ancestors envisioned it and died protecting it.

For contact: HRA, hdiaspoevents@gmail.com or call: 240-425-3438.

*Haiti Renewal Alliance (HRA) is

a nonprofit organization that promotes Diaspora engagement for sustainable development and investment in Haiti.

Un spectacle inspiré du 12 janvier

Spécial à HO—Dimanche, à partir de 6 heures p.m. le rendez-vous sera à Queens Theatre, 14 United Nations Avenue, Flushing Meadows, Corona, Queens, à côté du Queens Museum, non loin de La Guardia Airport. Jean-Claude Eugène vous invite à un show spécial, baptisé « **Soleil 2020** ».

« **Soleil 2020** » est conçu avec le double objectif de commémorer la douleur à nous infligée le 12 janvier 2010, et projeter un regard d'espoir sur un avenir que nous voudrions plus heureux. C'est, d'ailleurs, l'essentiel du CD « **OMBRES** » qui sera offert au public à l'occasion de ce spectacle. Courage dans le malheur, réflexions sur notre condition de peuple, renaissance de nos cendres.

Ce sera avec la participation de Marc Mathelier, Rachelle Volcy et Kanu Dance Theater. Jean-Claude Eugène compte présenter une gerbe de chansons et de danses tirées du patrimoine national ainsi que de son propre répertoire. Billet d'entrée : 40,00 \$.

Pour tout contact : 571-278-5576.

The Fallout from the arrest of a Haitian diplomat driving the car of a drug dealer

By Raymond A. Joseph

The arrest, on December 7, of Edith Exavier, who headed the Haitian Consulate in Santiago, Dominican Republic, at the wheel of a Lexus vehicle, at a border crossing between the two Caribbean-island nations, has open a Pandora's box.

The luxury four-wheel-drive Lexus, used in the past in transporting cocaine, happened to be registered in the name of José Bernabé Quinterio, a Dominican money launderer and drug dealer connected to Cesar Emilio Peralta Adamez, nicknamed *El Abusador* in Spanish, or *The Abuser*, the powerful Dominican drug lord who is also nicknamed "the Dominican Pablo Escobar," after the late Colombian who had set up and led the Medellín drug cartel.

To be noted, Bernabé Quinterio was caught last August in a major drug bust in the Dominican Republic and is currently jailed there. As for Peralta Adamez, he was arrested on December 2, in Cartagena, Colombia. Jailed in Bogota, the Colombian capital, he was awaiting extradition to the United States to stand trial for cocaine trafficking. On December 3, the Colombian newspaper *El Tiempo* reported that he was being handed to U.S. federal marshals that day. However, since then, no information is available about the whereabouts of this prized suspect.

In the wake of the Exavier scandal, Claudy Gassant has undertaken his first major anti-corruption investigation since he was named, last December 4, Director General of the "Unit in the

Struggle against Corruption" (ULCC). This is a baptismal of fire for the top-notch lawyer who also had been a former government prosecutor in Port-au-Prince! This is a sensitive case, because Haitian government officials both in Haiti and in the Dominican Republic are involved in the affair.

All of a sudden, President Jovenel Moïse must be scratching his head and asking himself why in the world did he name Mr. Gassant Director General of the ULCC? After all, his predecessor,



General Director of the ULCC
Claudy Gassant

former Army major David Bazile, had not been heard of since 2017, when he assumed leadership of the agency, which was created in September 2004 by the interim government of Alexandre-Latortue, following President Jean-Bertrand Aristide's second flight into exile on February 29, 2004.

After being questioned, last December 7, at the Jimani/ Malpasse Dominican Police post, Ms. Exavier, holding a diplomatic passport, was released on caution and under certain conditions. That same day, the Dominican Police

had issued a statement stating the woman was to present herself, within 24 hours, at the US Drug Enforcement Administration's (DEA) office, probably in Santo Domingo, the capital of the Dominican Republic. However, the Lexus vehicle, actively being searched by the DEA, was confiscated.

After Ms. Exavier left the Police station, surreptitiously she continued on to Port-au-Prince. That afternoon, the Foreign Office in Port-au-Prince had issued a statement saying that Ms. Exavier wasn't arrested, but that she was "restrained" from being at her office. A jargon to say she wasn't returning to the Dominican Republic.

On learning that she was in Haiti, Mr. Gassant, the anti-corruption tsar, officially contacted the Ministry of Foreign Affairs and requested that she be put at the disposal of the ULCC, which had initiated an investigation in the circumstances of her arrest. By that time, the Exavier arrest had become a major international scandal.

When Mr. Gassant received no response from the Foreign Ministry, he asked for a private meeting on Friday, December 20, at his office, with the Foreign Minister, officially the boss of Ms. Exavier. At the last minute that Friday, Bocchit Edmond, the foreign minister, said he was unable to meet with the ULCC Director General and offered to meet at his own office at another occasion.

Whereupon, that same Friday, December 20, *Vant Bèf Info (VBI)* of the popular blog *JJJ Communications*, published a detailed story with a headline in French that is translated, "**Haiti Corrup-**

tion: Seven functionaries of the Haitian Diplomacy being sought in a Corruption Case."

It begins as follows: "*Seven (7) functionaries of the Ministry of Foreign Affairs and Religion, accused of corruption and of other similar infractions, are being sought actively by the Unit in the Struggle against Corruption*



Le chancelier haïtien Bochit Edmond.

(ULCC)."

Leading the list is Yves Rody Jean, Chargé d'Affaires, a.i., at the Haitian Embassy in the Dominican Republic. Following are the names of others, also at the Santo Domingo Embassy: Eric Cheresca, Minister Counselor; Claude Smith, Administrator; Ronald Beldor, Counselor; Kerby Alcante Desormeaux, Second Secretary; Kerby Alcantara Desormeaux, of Dominican nationality, a businessman having [Dominican] identification card (*cedula*) number 224-0036121-2; and finally, Judith Exavier, "Chief at the Haiti General Consulate post in Santiago." To be noted, two names are similar, except for their middle names: "**Alcante**," the Second Secretary (Kerby) and "**Alcantara**," the Dominican businessperson. According to additional information, Alcante is the

Haitian name he used and Alcantara is his Dominican name, but it's the same person.

In a letter, dated December 9, to the Ministry of Foreign Affairs, Mr. Gassant said he "*informed Minister Edmond Bocchit (sic) that the DG of the ULCC wishes to meet you this Friday, December 20, 2019, beginning at 3:00 PM., at the office of the institution, at Number 13 of Sapotille Street, in Pacot*" [an uptown residential neighborhood of Port-au-Prince].

Among the topics to be discussed, Mr. Gassant wrote, "*is the case of an employee of the ministry who holds two (2) different diplomatic passports under three names, and who is implicated in illicit activities.*" He quotes "article 2" of the ULCC, based on the decree of September 8, 2004, that has been violated.

Mr. Gassant also deplores that the ministry "*has refused to provide to the ULCC the reports of December 17 and 18, 2019, and has failed to answer the subpoena issued to the Ministry on December 12, 2019, concerning diplomats suspected of being involved in commercial activities in violation of the Interamerican Convention and of conventions of the United Nations against corruption and also of other international texts [treaties], as well as of [Haiti's own] law of March 12 and of May 9, 2014 concerning prevention and repression of corruption which hinders the normal functioning of Justice, as specified in article 21 of the said law.*" Interestingly, that law was adopted under the presidency of Michel Martelly, who hand-picked Jovenel Moïse as his suc-

Suite en page 13

BEST CARE UNISEX BEAUTY SALON INC.



SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • **HABLAMOS ESPAÑOL**
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523
MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

**SI
PWOPRIYETÈ
KAY OU A DI:**

Mwen bezwen twa
mwa depo sekirite
anvan ou antre nan
kay la.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo kore lokatè yo epi ranfòse
relasyon lokatè-pwopriyete yo. Aprann
plis nan nyc.gov/tenantprotection.
#RentersRights (#DwaLokatèyo)

**DI YO
LALWA
A DI:**

Depo sekirite yo
ka montan lwaye
yon mwa sèlman.

NYC
Mayor's Office to
Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra



**“MWEN TE FÈ
L JWENN YON
IDNYC POU
EKSPLORE
LEMONN LIV YO.”**





**Nouvo
Model Kart**

Pou laj 18 zan ak plis, IDNYC a se kle w pou ale nan bibliyotek yo nan chak minisipalite. Kart la gratis epi konfidansyèl, se kart idantite Vil Nouyòk la.
Mande youn nan nyc.gov/idnyc oswa rele 311 epi di 'IDNYC.'

Enskri pou asirans sante bon mache oswa gratis jodiya!

Peryòd Enskripsyon Lib Chak Ane a se ant 1ye novanm 2019 ak 31 Janvyè 2020.

GetCoveredNYC se pwogram sansibilizasyon ak enskripsyon asirans sante ofisye Vil New York la. Jwenn èd fas-a-fas nan lang ou pou jwenn èd pou twouve ak enskri nan pwoteksyon ki apwopriye pou ou a!

Rele 311
Ale sou sitwèb
nyc.gov/GetCoveredNYC



GetCoveredNYC

 Ou pa kalifye pou asirans? NYC Care disponib nan Brox. Rele 311.

NYC

ÉDITORIAL



Pas question d'inclure Jovenel Moïse dans la solution de la crise

Depuis qu'ont été lancées les démarches, en vue de trouver une solution à la crise socio-politique, dans laquelle sombre la nation, depuis déjà plus de deux ans, les secteurs désireux de conserver les privilèges garantis avec Jovenel Moïse au pouvoir ne cessent d'œuvrer pour qu'il en fasse partie de la solution. Ceux qui aspirent à jouer le rôle de Premier ministre, dans un « *gouvernement de consensus* », sous l'autorité de *Nèg Bannann nan*, croient avoir une meilleure chance d'y parvenir en comptant sur la communauté internationale. Alors que l'écrasante majorité des citoyens n'entend pas l'y inclure.

D'une nouvelle série de négociations à l'autre, les acteurs misent leurs ambitions non sur le respect des intérêts du peuple haïtien, mais sur la force des décisions prises par des diplomates étrangers soucieux de défendre des jugements passés à Washington, au Canada, en France ou dans d'autres capitales préoccupées d'imposer leurs volontés aux décideurs de Port-au-Prince. Les politiciens haïtiens en mal de pouvoir misent leurs espoirs sur les diplomates en poste en Haïti pour accéder au pouvoir, moins sur les citoyens qui les ont élus pour défendre leurs intérêts. Aussi, après chaque ronde de négociations menées dans un des hôtels de la capitale, de nouveaux noms émergent comme des candidats potentiels au poste de Premier ministre, et mêmes de citoyens appelés à faire partie du Cabinet ministériel. Il semble que le peuple haïtien soit complètement écarté de la solution de la crise.

Toutefois, les femmes et hommes engagés dans ces négociations souterraines ignorent que le peuple haïtien, source de la souveraineté nationale, ne se fait pas partie prenante de leurs démarches. C'est pourquoi les discussions qu'ils mènent sous la supervision des représentants des organisations internationales, écartant les authentiques émissaires du peuple, ont avorté. La promesse faite au « Core Group » et à ses alliés, par Jovenel Moïse, en vue de la formation d'un gouvernement, avant l'année 2020, a tourné court. Les derniers scénarios de gouvernement qui alimentaient les rumeurs sur les réseaux sociaux n'ont pas abouti. Quand le peuple ne fait partie du projet, celui-ci n'a aucune chance de réussir.

En effet, les noms de l'ex-sénateur Déjean Bélizaire, de l'homme d'affaires Eric Jean-Baptiste, du sénateur Joseph Lambert, ainsi que ceux d'une série de citoyens, pour former le « *gouvernement de consensus* » annoncé pour saluer la nouvelle année, n'a encore pas donné de suite. La énième tentative d'accoucher d'un gou-

vernement sous le contrôle de Jovenel Moïse a débouché sur le néant. Voilà un autre exercice en inutilité qui risque d'en entraîner d'autres. Car, en mal de pouvoir, ces acteurs politiques persisteront dans leurs démarches tant qu'ils entretiennent encore quelque espoir d'accéder au pouvoir par le truchement des diplomates étrangers. Ce tourbillon politique persistera tant que les politiciens misent sur les diplomates pour construire leur fortune politique. Dans cet ordre d'idées, une nouvelle vague de négociations, encore sous l'égide de Jovenel Moïse, ne doit pas tarder à se lancer.

De toute évidence, on ne devrait pas s'étonner que les professionnels politiques haïtiens, ne chômant pas, aillent jusqu'à solliciter eux-mêmes « *les bons offices* » de la communauté internationale en vue de lancer de nouvelles négociations visant la résolution de la crise. Encore une fois, ils se mettront à la disposition de celle-ci souhaitant d'entrer dans ses bonnes grâces, dans le cadre d'une autre solution sous le contrôle de M. Moïse.

Sans le moindre doute, cette stratégie s'accorde bien avec les plans de Jovenel Moïse ne jurant que par boucler son mandat, en dépit des appels répétés du peuple haïtien pour qu'il quitte le pouvoir. En clair, ceux qui cherchent le pouvoir par l'intermédiaire de la communauté internationale, plutôt que d'aller directement au peuple haïtien, ne sont pas logés à la même enseigne avec ceux qui descendent dans la rue par millions pour exiger « *la démission immédiate et sans condition* » de Jovenel Moïse. Rien d'étonnant que les candidats aux hautes fonctions politiques, avec la bénédiction du président Moïse, obéissent à la volonté des représentants des pays étrangers.

Dans la mesure où ces politiciens en quête de pouvoir, en dehors du peuple haïtien, continuent de compter sur l'étranger pour prendre le pouvoir, ils persisteront à défendre les intérêts exogènes, restant des traitres potentiels à la nation. Il est donc aisé de comprendre pourquoi cette catégorie d'individus, qui disent agir au nom du pays, en réalité se mettent au service d'intérêts étrangers. Et rien n'autorise à croire qu'ils sont prêts à changer leur fusil d'épaule.

En tout cas, le secteur démocratique s'est montré fidèle dans la défense des intérêts nationaux, tout au long de la lutte pour le changement et la chute du régime Tèt Kale, durant plus d'un an. Il n'affiche aucune velléité de lâcher prise, malgré les actes de trahison qu'il a essuyés de la part de secteurs politiques ayant abandonné la lutte du peuple. Les fils et filles authentiques d'Haïti mettent le cap inexorablement sur la chute de Jovenel

Moïse, assurés que la solution de la crise doit être trouvée par des

Haïtiens, en dehors de toute participation de Jovenel Moïse.

HAÏTI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box
356237
Briarwood, NY
11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OK Canada
12213 Joseph Cassavuni
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valtonin
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Appt. 44
93310 Le Pré St. Germain France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 55.00 FF, pour six (6) mois
☐ 100.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèques ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèques ou mandat bancaire

EDITORIAL



No question including Jovenel Moïse in the solution of the crisis

Ever since steps have been taken to find a solution to the socio-political crisis in which the nation has been marred for more than two years, the sectors wishing to retain privileges guaranteed with Jovenel Moïse in power have been working tirelessly to make him part of the solution. Those who aspire to play the role of Prime Minister, in a "consensus government" led by "the Banana Man," believe they have a better chance to achieve this by relying on the international community. Meanwhile, the overwhelming majority of the citizens insist on Moïse's departure.

From one round of negotiations to the next, the actors are guided by their own ambitions, without respect for the interests of the Haitian people. For those intent on getting power by any means, decisions made by foreign diplomats are what counts, especially since the latter are carrying out the dictates of Washington, Canada, France or other capitals hell-bent on imposing their will on the decision-makers in Port-au-Prince. Power-hungry Haitian politicians are pinning their hope on diplomats in Haiti to gain power, less on the citizens who elected them to defend their interests. Thus, after each round of negotiations held in one of the hotels in town, new names emerge as potential candidates for the Prime Minister's post. Even the names of certain citizens to occupy Cabinet posts are published. But the Haitian people are left out in those proposed solutions to end the crisis.

Apparently, those women and men involved in their underground negotiations are unaware that the Haitian people, the source of national sovereignty, aren't part of their efforts. Thus, the failure of those discussions conducted under the supervision of representatives of international organizations, while dismissing the people's authentic emissaries. In the process, Jovenel Moïse's promise to the "Core Group" and its allies that a "consensus government" will be in place before the year 2020 has turned to naught. The latest government scenarios that fueled rumors on the social networks have failed. They should understand that when the people aren't part of the project, there's no chance for its success.

Indeed, the names of former Senator Déjean Bélizaire, that of businessman Eric Jean-Baptiste, of Senator Joseph Lambert, as well as those of various citizens, were trumpeted as the ones that would form the "consensus government" before the New Year. We're still waiting. The umpteenth attempt to deliver a government under the control of Jovenel Moïse has led

nowhere, another exercise in futility. In their struggle for power, these political actors will persist in their endeavors, hanging their hope on foreign diplomats. As long as they rely on foreign diplomats to build their political fortune, they will be chasing the whirlwind. In that context, a new wave of negotiations, still under the aegis of Jovenel Moïse, should not be long in coming.

As it is, unemployed political professionals, in their job-seeking campaigns, don't wait to be approached. Instead, they initiate contact with the agents of the international community to launch yet another round of negotiations to resolve the crisis. Once again, they're putting themselves at the disposal of the international community, hoping to be favored in a new framework to find a solution, still with Moïse in control.

Without the slightest doubt, this strategy fits well with Jovenel Moïse's plan to complete his term of office. Notwithstanding repeated calls by the Haitian people for him to resign! Clearly, there's a disconnect between those seeking power through the international community and the Haitian people, the real source of power. They seem to be blind, otherwise they would see the millions who take to the streets insisting on "the immediate and unconditional resignation" of Jovenel Moïse. It's not surprising that candidates for high political offices, with the blessing of President Moïse, obey the will of the representatives of foreign countries.

To the extent that these power-seeking politicians set aside the Haitian people and continue to rely on foreigners to take power, they are defending interests other than those of the people, remaining, in the process, potential traitors to the nation. Understandably, such individuals only use the term country for their own advantage while, in reality, they're putting themselves in the service of foreign interests. And there's no reason to believe they're ready to change their approach.

In any case, those in the democratic sector have been faithful in defending national interests throughout the struggle for change. For more than a year, they've labored to get rid of the "Bald-Headed" regime. And they've shown no sign of letting up, despite acts of betrayal they've endured from political sectors that have abandoned the people's struggle. But the authentic sons and daughters of Haiti are inexorably heading towards the fall of President Moïse, confident that the solution to the crisis must be found by Haitians, without any Jovenel Moïse in the picture

HAITI OBSERVATEUR


Le manke gid, pep la gaye

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faïdherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1 ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1 ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Boulos confirme le jaune du Hezbollah cubain

OU L'ÎLE DU DOCTEUR BOULOS DE LA 3^E VOIE

Par Dan Albertini

Être (), Oh, que j'aime la politique : « Lè w ap nwaye, ou kenbe branch ou jwenn ». Fermons ().

Quand j'ai commencé à observer la tendance décrite de Réginald Boulos, j'avoue souhaiter me tromper, car je crois devoir accorder la chance au coureur par principe. Je me suis même reproché une certaine apathie contre ce qui naturellement devrait attirer dans ce pays de slogan. Et, de meringues mêmes en période hors carnaval. Un ami expert en droit, au Canada, m'avouait de son côté un penchant pour le module de la 3^e voie qui découlerait bien avant Boulos, d'Anthony

Giddens. Garry Dieuville Romulus est adepte inconditionnel de l'éthique. Postulat oui, car il ne connaît pas réellement Réginald Boulos au point de jurer sur un copain universitaire depuis les tendances qui seront avérées plus tard, Garry a tenté de me vendre le produit Boulos. C'est la guerre des mots contre celle du silence rebelle, toute la dialectique, car nous avions l'habitude. Les neurosciences en seraient ravies de la démonstration : vendu.

Garry est un pacifiste né ou d'éducation, mais surtout un penseur et grand débateur diplômé, faisant partie de la meute universitaire du même genre qui atten-

dait souvent l'automatisme proverbial de Frankétienne pour l'éprouver à l'aréopage de l'UQAM ou de l'UDM. C'est à cette mesure que j'ai approché la 3^e voie de Boulos qui s'affichait déjà dans la mémoire d'éditeur de Léopold Joseph. C'est ainsi que Léo Joseph de la plume du journaliste avait tenté rencontrer Dr Boulos à New York si je ne me trompe pas. Un rendez-vous qui suscita un autre qui n'arrivera pas. Je ne veux pas dire jamais, à en croire une critique familière, car Boulos se prononce seulement en terrain acquis ou apprivoisé. La critique est aisée dit-on. On reconnaît l'arbre à ses fruits

par contre. Boulos se voulait d'un Castro d'Haïti, piétinant de Louverture à Dessalines jusqu'à offenser Ernest Léon que j'ai défendu alors. Pour nous offrir quoi ? Je percevais un Hezbollah cubain d'après le langage. C'est de bonne guerre. Mais là, ce sont les couleuvres qui m'ont carrément convaincu de la prophétie de la grande turbulence à venir, des prophètes du terroir. Garry Romulus ne viendra pas me vendre du Libanais pour l'Ouverture de Dessalines, par Castro alimenté du Boliviarisme nourri en Haïti. Ola : NON !

Boulos s'est vendu tout seul. Trahi même avec le jaune du

Hezbollah. Le bleu intégré n'est pas celui d'Haïti, mais celui de Cuba. Tel qu'il l'avait promis, mais évite le vert libanais dans le jaune. Un Hezbollah cubain. La bataille est rude en République, je comprends : « ti mapou pa gran-di anba gwo mapou ». Il veut être aussi grand. Je dis alors à Réginald Boulos : Haïti, « si ou renmen grenn li, ou dwe renmen pye a tou ».

Note particulière à ce lecteur de la globalité. Souffrez de l'insertion créole sans la traduction académique. Appelez alors au quai Conti pour réclamer la mise à jour ex aequo du latin.

Maksens : « Tèt dwat pou 2022 » par Lambert étriqué en faux estimé ou LE PAS CIRCONSCRIT DU SÉNATEUR LATORTUE EN DUO PM NO JOB

Par Dan Albertini

Entre (), Le véritable sens de la frappe trump-euse tuant le général Soleimani est d'ébranler la diplomatie française qui s'évertue à diluer le drame du détroit d'Ormuz visé par le « mein kampffiste » de Donald J Trump aplanissant le grand tronc des É. U., à V Poutine. Fermons ().

Repardons de l'extrait de la dernière chronique sur le sujet : il y a alors une constitution dans ce pays qui définit depuis le préambule, le droit les rôles des institutions, ceux des pouvoirs aussi. Le rôle de l'assermenté. Bras légal d'une institution bicéphale, le sénateur Dumont que j'ai cité dans *Effet de neuroleptiques au parlement ou le constat Dumont-Dumont* accepte le fait que la solution ne viendra pas de présentation multiple de PM désignés 'no job'. Il faut en outre constater, rappeler aussi que l'exécutif-PHTK croit savoir répéter le même coup-2016 et violer la constitution. L'erreur consiste à ne pas réaliser des élections régulières, et prendre en otage la nation. Ce qui soit dit, est un facteur de destitution. Le drame est là à nos portes.

Ridicule dira-t-on, Etiface Léveillé cette fois-ci, qui se dit adventiste du 7^e jour, prône en son automatisme prophétique, le mystère du mysticisme du prophète, se voit évincer la formule lamayote sans PM, au palais. L'élan se justifie-t-il quand la nouvelle série de Netflix The Messiah relance le prisme final, nous met en une trilogie du pouvoir nucléaire d'Hollywood ?

Ce n'est sûrement pas Youri Latortue de kay Lambert qui va relever les jobs au pays. Ou celui du lamayote de Jean-Robert Estimé, c'est-à-dire de la meringue du producteur de bananes : « neg bannann nan » traduite en meringue : « jojo w enrajé, jojo domi de-yo ». Noms en demi-dieu là où il y a les dieux sans job, « Nèg job la » est le pseudo de celui qui sait créer l'emploi.

Je m'excuse une fois de plus auprès du lecteur global, le fait de l'Académie française investie en

2014, d'un lexique autre que le latin original adopté, mes données ne sont pas traduites. L'Académie devrait s'y attendre. Collectivement et séparément, c'est le besoin culturel dû à notre statut louvertureurien qui n'est pas fran-



Cérémonie de lancement du parti Troisième Voie du Dr Réginald Boulos.

çais, car du statut d'esclave, un bien meuble jugé par la décision inversée de l'avare, ne devient pas humain sans l'opération de la vierge Marie. L'épée de Legba jadis combattue devient donc pensée religieuse française. La mise à jour par le créole émancipé alors n'attend pas ses lettres de noblesse des Alpes. Le jour se lève à Pô !

La nouvelle bataille Dumont III dans la réalité en cours est réelle. Le téléphone prophétique d'Etiface Léveillé perd aussi la voix comme celui de prière du père Gustave Miracle qui criait tant de miracles, par la foi de l'autre plutôt que par ses capacités (pouvoirs) d'envoyé. Nous voici au sept janvier sans Etiface au palais. Le sénateur Dumont comprend déjà que cette formule-là, c'est-à-dire de Religion pour la Paix, en Haïti, ne fait pas partie de Religion pour les jobs, pas plus que le pacte politique caché de Youri Latortue par J Lambert. On mettra même Dubois de la BRH à ce poste qu'il ne produira pas plus que la dévalorisation de la gourde par l'inflation complice de l'étranger. La bataille à la primature doit faire l'objet d'une seule in-

variable de l'équation (PM = Nèg job la) où l'inconnu est le nom du postulant, afin de trouver le nom connu de cet appelé. Ce, sans l'argent de magnificat hérités. D'où notre foi, proverbe : « Nou pap kale kokoye pou po ! ». La situa-

une fois de trop, aux frais de la République et de ses emplois perdus et des autres de plus en plus fragilisés par l'instabilité chronique pathogène. La poule aux œufs.

Youri Latortue est-ce le nouveau cadastre de l'Arcahaie proposé selon Martelly, miky a tenté de répondre. Ça aurait amené à l'affaire de l'Arcahaie par la nouvelle toponymie électorale, d'où Jean Jackson Michel prisonnier politique. L'on comprendra le risque, le sénateur Joseph Lambert veut être PM lamayote pour accompagner son compère sénateur Youri. L'espoir de compromettre les élections présidentielles, favoriser Youri-2022 au CEP, comme à l'époque de Prével et de Privert, et nous sortir un nouveau lapin du chapeau en accusant le Blanc qui manipule depuis bien avant pasteur Leonel Raphaël au CEP (même si ce dernier se cache à Montréal pour le dire). Alors, s'il faut le dire, il faut l'écrire : « verba volant, scripta manent » : il y eut un médecin un matin, il dut repartir. La blouse médicale avec laquelle il soignait son ami président (apprécie tel un psychotique dangereux par Dr Joël Des Rosiers, Ph. D..., nous connaissons la suite. Non, merci, Youri Latortue, il fallait dédommager les victimes du Cap.

Le pas du sénateur Latortue est aussi celui jumeau du notaire Céant, la seule job au cadran de la belle montre suisse (l'affaire Morne-Calvaire) était la sienne. Le pacte kay Lambert de Youri Latortue ne peut que nous amener une fois de plus à la même recette du Job-joint de cardan, il assure le lien de « la poule aux œufs

d'or » à celui de la Primature. Coïncidence, ou illuminati haïtienne, l'autre devin politique en la personne d'Etiface Léveillé, nous assure que c'est lui le réparateur des brèches, non pas Youri auto réputé l'homme aux millions d'œufs.

Jean-Robert Estimé comme formule désuète et éculé qui veut se faire moderne quand les duvaliéristes demandent pardon en se dissociant du jeanclaudiste déchu. C'est là le symbole de ce qui ne sera jamais potable, surtout après le dossier de l'expatrié américain en Afrique. J'en rajoute : « bwa kwochi pa janm dwat ».

La meringue tranche ici, après « Jojo w anrajé » : « Nou pa lakay Lambé ». Youri Latortue n'a intelligemment pas ravigé ceci : il fut un temps un mois de septembre 2018, il y a eu lieu de rencontrer le citoyen relaxé ou, libéré. Politique. Quelle est la suggestion ouverte qui a été faite aux deux affiliés de son parti ? Importe peu, mémoire sémantique = mémoire conjoncturelle, numérique aussi. Politique !

Dr Lafontant en échec est bon prof dans le « peyi lòk » sans job pour rappeler à ce parfum du Déjeuné Bélizaire déjà vu déjà vécu, déjà rejeté, qu'il est ce pays étranger oublié. Se dit-il si bien : ah bon, on m'a déjà oublié au profit de ma mémoire d'ingénieur, même s'il ne reçoit pas lui-même le président gonflé au Nexium-22 (Nèg Nexium nan), cela ne nous regarde pas. Mais, s'il soutient les titres signés ingénieur-X, si c'est le président, il faut écarter le risque (bwa kwochi pa janm dwat).

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAPPENINGS!

Suite en page 14

cessor.

It was then an open fight and Foreign Minister Edmond could certainly count on the support of Rony Célestin, a powerful senator of the "Bald-Headed" ruling party representing the Central Department, adjoining the Dominican Republic. Interestingly, Senator Célestin had named his girlfriend Judith Exavier to the Consular post in Santiago.

It's an open secret in Haiti that the very wealthy Senator Célestin hasn't gained his millions from his Senate salary or from additional funds for Senate-related expenditures. He hadn't won the lottery, neither is he heir to wealthy parents. However, his various real estate ventures, including a multi-million apartment complex in construction in upscale Pétion-Ville, are indicative of money from shady dealings. Only international organizations operating in Haiti and people of the Senator's ilk will be able to afford his swanky apartments, the rental of the cheapest units fetching \$4,000.00 a month.

With the kind of support Minister Edmond can count on, probably including that of President Moïse, he feels at ease to counter Claudy Gassant. On December 21, *Info Juno 7.ht*, an authoritative blog, published a story entitled "The Director General of the ULCC is put in his place by Bocchit Edmond." It asserts "the caretaker Minister of Foreign Affairs attempts to calm down the ardor of the new general director of the Unit in the

Struggle against Corruption (ULCC). In a communiqué dated December 21, 2019, the Haitian Chancellery affirms its support for the employees of the Haitian diplomacy who are being targeted by the institution under the leadership of Attorney Claudy Gassant.

Among the insults flung at Mr. Gassant is "the astonishing frivolity shown by ULCC issuing warrants against members of the Diplomatic mission and of a Consulate post in the Dominican Republic." The minister affirms, "None of these functionaries are subject to penal actions," adding "these functionaries still have the full and complete confidence of the Ministry and of the government of the Republic."

Minister Edmond further states "while the Ministry intends to collaborate, I would advise the ULCC not to overstep its competence, and it should respect the confidentiality of dossiers in its care." In addition, *InfoJuno* comments: "What a slap in the face for the one who recently took charge of the ULCC!"

Following the *InfoJuno* reporting, without any official denial of what was reported, the Ministry of Foreign Affairs issued two letters that are circulating on WhatsApp, both dated, December 20, 2019, regarding the request of the ULCC. It's a sudden change, as if the ministry would be at odds with the Foreign Minister, who prefers to be called Chancellor.

One of the letters, addressed to the ULCC, acknowledges receipt of the agency's letter of

December 19 on December 20. In that letter, the ministry says it has forwarded the correspondence of the ULCC to the Embassy in the Dominican Republic and have instructed that the functionaries cooperate with the agency.

The second letter, allegedly sent by the Ministry to the Haiti Embassy in Santo Domingo, is quite interesting. It is published fully, just as it appears on the letterhead of the Ministry of Foreign Affairs:

"The Ministry of Foreign Affairs presents its compliments to the Embassy of Haiti in the Dominican Republic and, in reference to correspondence No. ULCC/DG-183-12-19-20 of December 19, 2019, received this Friday December 20, 2019, and under instructions of Chancellor Bocchit EDMOND, has the honor of asking it to inform the following functionaries to make themselves available to the agents of the Unit in the Struggle against Corruption (ULCC), on Monday, December 23, 2019, at 10 am:

1. Mr. Kerby ALCANTE, 2. Mrs. Judith EXAVIER, 3. Mr. Smith GLAUDE, 4. Mr. Eric CHERISKA, 5. Mr. Yves Rody JEAN, 6. Mr. Ronald BELDOR.

"The Chancellery would want the Embassy to ask these functionaries to proceed as per instructions of Chancellor EDMOND.

"The Embassy will find, in attachment, a copy of said correspondence.

"The Ministry of Foreign Affairs avails itself of the occasion to renew to the Embassy of Haiti in the Dominican Republic the assurance of its high consideration. (Illegible signature), Port-au-Prince, December 20, 2019" over the seal of the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Haiti.

By Monday, none of the employees mentioned in the correspondence of the Foreign Ministry to the Embassy of Haiti in the Dominican Republic showed up at ULCC's office in Port-au-Prince. However, on December 30, *VBI*, of the *JJJ* blog, reported that Kerby Alcante was auditioned by the ULCC at the office of the organization. Accused of having and of using false documents, he was immediately arrested. Alcante, who has Dominican nationality, and who represents Haiti as a diplomat, is found to be using "at least five identities."

Haitian Justice has never been faster than in the case of Kerby Alcante, who was released two hours after his arrest. At the request of his lawyer, the well-known Camille Leblanc, the interim Attorney General of Port-au-Prince, Jacques Lafontant, ordered the release of Alcante who would be staying at his lawyer's residence, under the custody of the latter. On January 3 (last Friday), he was to appear in court. No mention of his appearance has been reported.

Meanwhile, that same Friday, Attorney General Lafontant wrote to interim Minister of Justice, Jean Roudy Aly, requesting that Claudy Gassant be ordered to appear in his court to be heard on forfeiture and for bunching up all the functionaries and stepping over attributions of administrative

and judiciary authorities. In other words, Mr. Lafontant is moving fast to bar Mr. Gassant from continuing to pursue Kerby Alcante and the other "diplomats" on the basis that he has overstepped his mandate. It should be noted that Jacques Lafontant himself isn't aware that he's asking the Minister of Justice to do something that goes against the rules. Mr. Gassant's agency (the ULCC) is overseen by the Ministry of Economy and Finance, not by Justice.

Before the situation had reached this complicated stage, Claudy Gassant had raised the ante. In a press release on Monday, December 23, the *Communication Bureau of the ULCC* had gone public, stating that it is "informing the general public and the press in particular that two (2) complaints have been filed, as of Monday, December 23, with the Attorney General's Office of Port-au-Prince by the ULCC, respectively against the Minister of Foreign Affairs and Religion (MAEC) [the Ministry's French acronym], Mr. Bocchit EDMOND and Mr. Kerby ALCANTE.

"The first for having hindered justice in violation of Article 21 of the law of March 12, 2014, dealing with prevention and repression of corruption; the second, for having used several identities, for exercising commercial activities, is a Dominican citizen (National Identification Number 224-0036121-2) while at the same time being a Haitian diplomat in possession of two (2) diplomatic passports."

What is next? Has President Moïse gone on the offensive against Mr. Gassant, the man he chose, on December 4, to assume the responsibility of dealing with corruption in public administration? Considering that in the era of the PHTK regime Justice is subservient to the Executive, one assumes that the swift action of Justice on behalf of Kerby Alcante and the threat to drag Mr. Gassant to court may have received the blessing of President Moïse. Thus, Foreign Minister Edmond won't pay attention to any complaint filed against him. He will continue to lead the Foreign Office as the corrupt organization, which has been involved in scandals that further tarnish the reputation of Haiti.

In that context, the latest scandal concerning Haitian diplomacy has to do with the lucrative business of "illegal marriages" of Haitians with Bahamian citizens to obtain Bahamian residence.

Under pressure, the Foreign Ministry announced, on December 23, the dismissal of Andras Riché, a former employee at Haiti's Embassy in Nassau, with no specific title. Last November 25, the son of former influential Senator Andris Riché, Andras was found guilty of corruption charges by a Bahamian court. According to the accusations against him, he managed to get as much as \$2,500.00 per case concluded. Nothing is said about how many such marriages he had concluded.

Soon after the court verdict, Andras Riché rushed out of the Bahamas, but nothing has been said about his whereabouts or what was his status with the Foreign Ministry until December 23. When the scandal broke last November in Nassau, four other employees of the Foreign Office were transferred to posts in other countries. Just as in the case of Mr. Riché, no mention has been made of them since their transfer from the Bahamas.

Haitian officialdom should understand that protection of the State against illicit activities is spelled out in the mission statement that accompanied the creation of the ULCC in 2004. At that time, it was of paramount importance, following the involvement of certain officials and friends of President Jean-Bertrand Aristide in cocaine trafficking. The most prominent of them, such as Jacques Beaudouin Késtant and Senate President Fouriel Célestin, finally landed in U.S. federal jails where they spent several years.

Is Haiti headed for an operation similar to that, which happened after the second flight of Mr. Aristide into exile? How many among the current crop of Haitian officials in the highest spheres of government and the friends on whom they've depended in their get-rich-quick schemes will know the fate of former high rollers that they continue to emulate?

RAJ, January 8, 2020



AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor



Cabinet Medical
Lundi — Samedi: 11 AM — 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de
grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Kreyòl

Soti nan paj 6

Lwès la (Pòtoprens), Maryo Obèjis (Mario Aubergiste), pou mete 47 gwo machin blende a dispozisyon l avèk 3 mil (3 000) polisye ki pou nan Gonayiv pou dat Premye Janvyè a.

Jan nou tande l la, sanble JoMo te pral fè bon jan masak nan Gonayiv jou Premye Janvyè a. Li te di sa k te rive l nan dat 18 novanm lè li pa t kab al Vètè a, p ap rive l fwa sa a. Apa de Vètè, pa bliye ke le 17 oktòb, msye pa t ka met pye l la a sou Pon Wouj, nan Pòtoprens, ni li pa t ka al Machan-Desalin pou onore memwa Anprè Jan-Jak Desalin. Se pa bouch kabrit, men n te di si Jovnèl Moyiz te gen malè al Gonayiv pou Premye Janvyè a, li ta ka pa tounen Pòtoprens vivan !

Se nan sityasyon sa a ke youn ekip jèn nan Gonayiv ki bay tèt yo non « *Coalition des associations de jeunes leaders de l'Artibonite* » te ekri youn « *Lettre Ouverte* » bay « *Monseigneur Yves Marie Péan* », nan dat 19 desanm

2019. Nan dokiman sa a, yo te mande l pou lavil Gonayiv pa resevwa chèf Leta a, Mesye Jovnèl Moyiz, nan dat Premye Janvyè 2020 an, nan mès ki gen pou fèt nan Katedral la sou Laplas Gonayiv la, jan sa fèt chak lane. Antouka, se *Raphaël Clavanet Marado* ki te siyen lèt la a nan non « *Jeunesse montante du Grand Nord, Tel. 4315-7215* ». Kidonk, yo pa nan benyen kache lonbrik ak Jovnèl. Yo bay non yo ak telefòn yo. Se kòm si yo di « *Men kwa manman w, men kwa papa w, vin pile l si w kapab* ».

Se youn lèt byen detaye, ki montre ke prezidan an pa gen plas li nan Gonayiv, sitou pa nan Katedral la, Jou Premye Janvyè a. Jèn yo di Monseyè a, ki anchaj pawas la, li pa ka pran responsablite sa a sou do l pou sa ki ka rive nan Gonayiv nan dat Premye Janvyè a. Vrèman, si prezidan an t ap mobilize 3 mil polisye ak 47 gwo machin blende pou vin avè l Gonayiv, se paske li te pare pou l goumen. E nan goumen an, kòm pawòl la di, se « *À peine si les plus justes seraient sauvés* ».

Antretan, youn aksidan ki te rive nan Sid peyi a te vin parèt kòm youn move siyal pou prezidan an. Nan samdi 21 desanm, youn gwo aksidan machin fèt nan Tòbèk, tou pre Okay, nan depatman Sid la. Nouvèl la gaye toupitou. Se prezidan an ki t ap sot Tibiwon nan youn gwo konwa machin, epi gen youn ki fè youn gwo aksidan. Yo pa janm di kijan aksidan an rive, ni nou pa janm konnen egzakteman konbyen polisye nan sekirite prezidan an ki mouri. Gen rapò ki te di se 4, gen lòt ki te bay lòt chif. Men, asireman, gen polisye ki te mouri, gen lòt ki te blese grav.

Epi pawòl la gen tan pran lari, yo di se nan wanga prezidan an t ale anba nan Tibiwon pou l te konnen si l te ka ale Gonayiv pou Premye Janvyè a. Ti pèp nou an, ki toujou ap fouye zo nan kalaloun, te gen tan met pawòl nan lari, yo di se nan seremoni kote l t ale a, JoMo te dakò pou l te fè sakrifis. Polisye ki mouri yo se premye sakrifis yo, men gen lòt deyè toujou.

Jan yo ban m koze a se konsa mwen bay li. Nou te di fen lane 2019 la t ap fini an degraba. Apre sa k pase sou wout Tòbèk la se te pi move siyal. Epi, se depi jou sa

a, JoMo t ap grate tèt li, l ap mande èske sa k ap pale an kachèt la se vre. Yo di ke Gonayiv la se kapab dènye vwayaj li. L ap mande pwòp tèt li si ka gen verite nan sa. Se konsa depi nan lasware 28 desanm, li te pran desizyon pou Premye Janvyè a fèt nan Pòtoprens, sou Channmas la. Epi se konsa Jovnèl Moyiz vin pwouve pou tout mounn ke li pa « *Prezidan de la Repiblik* » vre. Li se « *Prezidan Repiblik Channmas* ». Epi se pa nenpòt ki lè li ka sikile nan ti repiblik Channmas li a.

Fòk nou wete chapo n epi be-se byen ba pou salye pèp Gonayiv. Paske se desizyon yo te pran apre ansasinay Mesèn Senòb la ki fè bon jan lapèrèz pran JoMo. Sa yo te di yo te pral fè a se sa k fèt vre. Lavèy Premye Janvyè, se te gwo veye pou Mesèn Senòb sou Plas Dam Gonayiv la. Nan mèkredi, Premye Janvyè, pèp Gonayiv te vini anmas kouvri Plas Dam nan, anfas Katedral kote prezidan an te dwe vin nan te-deyòm. Men se sèvis fineray pou Mesèn Senòb ki te atire tout mounn sa yo. Se konsa, nan lanmò, jennonm nan lakòz plis dega kont prezidan an.

Avrèdi, se te youn nan pi gwo manifestasyon ki janm fèt

nan Gonayiv. Jovnèl Moyiz ki chache sa. Pa bliye ke se nan Gonayiv mouvman pou jete Jan-Klod Divalye a (Jean-Claude Duvalier) te kòmanse, lè makout rejim nan te touye 3 jenn elèv Lise nan dat 28 novanm 1985 : *Mackenson Michel, Jean-Robert Cius* ak *Daniel Israël*. Ankò, an 2004, se lè Aristid t al Gonayiv pou Premye Janvyè avèk solda peyi Afrik di Sid te voye ba li pou ba l pwoteksyon ke sityasyon msye te vin pi grav. De (2) mwa pita, le 29 fevriye, li te oblije kraze rak.

Youn fason ou youn lòt, Jovnèl Moyiz ap oblije aprann respekt pèp la. Pa sèlman pèp Gonayiv la, paske nou konstate ke pèp la, tout branch nan sosyete a, mande youn sèl bagay : « **Rache manyòk ou, bay tè a blanch !** » Si l konprann li ka konte sou Blan Wachtinn pou sove l, l ap nwaye pi lèd pase jan sa te pase pou lòt yo.

Vrèman, pawòl la twòp pou mwen. Se poutèt sa, menm si se an reta, m ap di « *Bòn Ane* » ak kè sere, paske sa m wè pou peyi a, sitou pou zòt, Antwàn nan Gonye pa wè l.

Grenn Pwonmennen,
8 janvyè 2020



PROPRIÉTÉ À VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.

Pour plus d'informations, appelez Blumette Coq au **509.3170.3575**.

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild



Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line



NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 16

cant ainsi Juan Gaiadó, celui qui s'était autoproclamé chef d'État, reconnu par plus d'une cinquantaine de gouvernements, les États-Unis en tout premier lieu.



Une autre résidence déplacée de sa fondation.

Pour réaliser son stratagème le président Maduro avait ordonné à la Police de barrer la voie au Parlement à Gaiadó et aux députés de l'opposition. Les vidéos d'un Gaiadó physiquement empêché

fort un Gaiadó qui ne jure que par la démission ou le renversement de Nicolas Maduro, héritier du chavisme, du nom de feu Hugo Chavez.

***Deux bases militaires améri-**

caines en Iraq ont été attaquées mardi par Iran. La nouvelle qui fait la une sur toutes les chaînes de télévision depuis hier soir (mardi) vers 6 heures, pourrait sur



Maisons démolies par le séisme à Porto Rico.

de rentrer au Parlement a aidé à déjouer le le coup d'État du président.

Hier, mardi, 7 janvier, le plan de M. Maduro a tourné court quand Gaiadó et les députés de l'opposition majoritaire ont fait



Une beauté iconique de Porto Rico, Punta Ventana, détruite par le tremblement de terre.

irruption dans l'enceinte de l'Assemblée. Eduardo Parra et ses quelques supporters se sont empressés de vider les lieux. Immédiatement, l'Assemblée a voté en faveur de Gaiadó, soit une centaine des 167 députés présents dans l'assemblée. Ainsi, la manigance du président Maduro s'est retourné contre lui, rendant plus

nald Trump. Voir le début des Nouvelles Brèves pour se faire une idée de la situation qui pourrait tourner au vinaigre.

***L'ULCC vise des officiels du gouvernement dans sa lutte contre la corruption.** L'organisme Claudy Gassant a pris les rennes, il y a un à peine mois, fait

des annonces qui sont de nature à inquiéter de grands manitous. Hier, mardi 7 décembre, l'institution a déclaré qu'elle « donne un délai expirant le 31 janvier 2020 à tous les fonctionnaires de l'État pour faire leur déclaration de patrimoine ».

Selon Me. Gassant, Directeur général de l'organisme anti-corruption, qui a fait la déclaration, cette décision « vise à combattre la corruption qui gangrène les institutions et permettre à l'État de collecter les fonds pour les besoins de la population ».

Tel que rapporté par Radio Solidarité, le 7 janvier, et repris par JJJ Communications, Me. Gassant avance que « le président, les Premiers Ministres, les ministres, les députés, sénateurs et autres ont l'obligation de soumettre leur déclaration de patrimoine », tout en soulignant « est anormal que des gens qui occupent de telles fonctions utilisent l'État comme une mamelle pour augmenter leurs richesses ».

Pour réaliser ce qui s'apparente à une reddition de comptes, Me. Gassant annonce « la formation d'une commission composée d'anciens directeurs généraux de ces institutions et des magistrats spécialisés pour mener des enquêtes sur plusieurs cas de corruption ».

***De multiples incendies en Australie fait penser à quoi l'enfer pourrait ressembler.** Depuis le mois de septembre, des incendies mineurs éclataient en Australie. Mais une sécheresse sans précédent et un été particu-



La destruction partout à Porto Rico.

ulièrement sec—c'est la saison dans cette zone du globe — des milliers d'hectares de terre —sont consumés par les flammes qui ne respectent pas une armée de pompiers, dont certains sont même dépêchés des États-Unis et d'autres pays alliés.

Voici un résumé des dégâts, courtoisie de la BBC de Londres, en date du 7 janvier : Plus de 6,3 millions d'hectares consumés, soit 63 000 kilomètres carrés. La superficie d'Haïti étant de 24 000 kilomètres carrés, il est question qu'une superficie presque trois fois supérieure à celle d'Haïti est carbonisée. Plus de 500 millions d'animaux ont disparu, dont 100 000 vaches et moutons. Des milliers de gens ont dû être évacués. Aucune information n'est communiquée sur le bilan des pertes en vie humaine.

On s'attendait à une intervention de Pat Robertson, l'idole des protestants conservateurs, expliquant pourquoi Dieu punit-il les

Australiens en les jetant dans un enfer qui ne dit pas son nom. Nous faisons cette mention en ce moment précis, car c'est le dimanche, 12 janvier, à l'occasion du 10e anniversaire du tremblement de terre qui — ce que représentait Haïti— Napoléon Bonaparte a dû vendre le territoire de la Louisiane ».

***On ne saurait terminer cette rubrique sans rapporter qu'un tremblement de terre a secoué Puerto-Rico.** En effet, très tôt mardi, 7 janvier, un tremblement de terre de 6,4 sur l'échelle de Richter a secoué toute l'île, causant un mort et un blackout national. En mettant sous presse, on n'avait pas encore recueilli toutes les données relatives à cette secousse sismique. Puerto-Rico se trouve dans la même zone qu'Haïti, qui a été épargnée cette fois.

Pierre Quiroule II, 8 janvier 2020

CARIBBEAN IMAGES TV
PROUDLY PRESENTS ITS

24th Annual MLK AWARD DINNER DANCE
CELEBRATING THE LIFE & LEGACY OF REV. DR. MARTIN LUTHER KING JR.

2020 LEADERSHIP AWARD RECIPIENTS ARE:
JEAN RAYMOND — AYITI NOU LA TOUJOU
BENJAMIN PINCZEWSKI ATTORNEY AT LAW
GARDY BRAZELA — PRESIDENT 69 PCT
COMMUNITY COUNCIL /CHAIRMAN, COMMUNITY BOARD 18
HAITI OBSERVATEUR NEWSPAPER IN NEW YORK
DR KESLER DALMACY — HUMANITARIAN
RITA JOSEPH — EDUCATOR /PUBLICIST

2020 OUTSTANDING COMMUNITY SERVICE AWARD:
QUEEN JENNIE --- REV KIDSON PHILOSIN
SABINE FRENCH --- NERLANDE DUROSEAU
SANSEI WISLER JACQUES --- OTCF .INC

LIVE PERFORMANCES BY:
ALEGBA, MAGALIE JOSEPH | MUSIC BY SOUND EXPLOSIVE
HOST / PRODUCER: PETER POUCHON

SUNDAY JANUARY 19TH 2020
TIME: 7:00 PM

KACHE
2192 FLATBUSH AVE, BROOKLYN, NY 11234
DONATION \$90 PER PERSON | CASHAPP - QUICKPAY - ONLINE EVENTBRIGHT.COM

SPONSORED BY:

SPECIAL THANKS TO: LIFE OF HOPE CENTER, ANA WALKER, OREILLY FUNERAL HOME, PA B PHARMACY, JOSEPH PLACIDE, ERIC SAINT LOUIS, BRIGADE MINISTRY AND PR JEANINE

NOUVELLES BRÈVES

Les nouvelles n'augurent rien de bon pour la nouvelle année

Tout a commencé par la nouvelle de l'assassinat d'un général iranien, d'ordre du président américain.

En effet, le vendredi, 3 janvier, on s'est réveillé pour apprendre que le général Qasim Soleimani a été assassiné dans la nuit du jeudi à Bagdad, la capitale iraquienne, d'ordre du président Donald Trump qui, d'ailleurs, s'est réjoui ouvertement d'avoir « débarrassé le monde d'un tueur responsable de la mort de temps de gens, dont des Américains ». Mais, se défaire du général, un stratège de renommée internationale, a déclenché déjà les hostilités pouvant se dégénérer en

Ce même dimanche, lors des funérailles, à Téhéran, capitale » devenait un refrain sur toutes les lèvres. Dire que depuis trois mois, les Iraniens étaient comme en rébellion contre leur gouvernement, à cause d'une hausse des prix du carburant. Maintenant, le président américain est venu, indirectement, à la rescousse du président Hassan Rouhani et du « leader suprême », l'ayatollah Ali Khamenei. L'impétuosité du président Trump est cause d'unité dans le camp iranien.

On dirait que le président Trump paraît gagnant auprès des religieux protestants dits « Évangéliques ». En effet, vendredi

sainte ».

Autres retombées de l'assassinat de Soleimani

Dimanche, 5 janvier, le Parlement iraquien a voté en grande majorité contre la présence étrangère dans le pays. Le vote, quoique non contraignant, demande au Premier Ministre Abdul Abdul-Mahdi, d'annuler l'invitation d'Iraq aux forces américaines demandant à l'aider dans la campagne contre l'ISIS. Comme on le sait, ce gouvernement parallèle vise le renversement du gouvernement iraquien, pour le remplacer par l'État islamiste.

En substance, la proposition votée par le Parlement irakien exige le départ de toutes forces étrangères, y compris les Allemands. Ce qui ouvrirait le champ libre à l'influence iranienne au Moyen Orient. Dire que d'ici le 20 mars prochain, les forces américaines auront été en Iraq dix-sept ans, l'après l'invasion de 2003 pour chasser Saddam Hussein.

Le président Trump a vite riposté, disant que si l'Iraq devait expulser les forces américaines, il déclarerait des sanctions extraordinaires contre ce pays, pire que celles déclarées contre les Iraniens. En ce qui concerne ceux-ci, qui ont juré de se venger contre l'action du président Trump, celui-ci a annoncé qu'il a déjà visé 52 sites iraniens, y compris des sites culturels, en cas d'attaque contre des propriétés américaines.

Selon des explications fournies par le président Trump la référence aux 52 sites à attaquer, c'est une façon d'évoquer les 52 Américains retenus comme otages par les Iraniens durant 444 jours entre 1979 et 1981, après la révolution qui avait mis fin au régime du Shah Mohammad Reza Pahlavi, un allié des Américains.

Alors, Hassan Rouhani, le président iranien de rétorquer, «Ceux qui mentionnent le numéro

52 devraient aussi se rappeler du numéro 290. Il ne faut jamais prôner des menaces contre la nation iranienne ». En mentionnant les 290, le président Rouhani se réfère aux 290 Iraniens qui avaient péri suite à une attaque américaine par missile du vol 655 d'Air Iran, en 1988, dans le ciel du Golfe Persique.

Ayant reconnu, par devant la Cour internationale de Justice, qu'il s'agissait d'une «tragédie humaine», le gouvernement américain avait fini par s'entendre à dédommager les Iraniens, acceptant de payer 131 millions, huit cents mille dollars (131 800 000,00 \$) en 1998. Il est clair que

prenait les dispositions pour quitter dans un délai proche, car il faut respecter la décision du souverain. L'officier en question, William Sealy III, bigaradier-général du Corps des Marines, avait rédigé la lettre remise au Ministère de la Défense, signifiant ce qu'il est en train de mettre en action.

Dans l'après-midi du même lundi, à Washington, le Pentagone devait déclarer qu'il s'agit d'une «erreur», qu'aucun plan de retrait de troupes américaines d'Iraq n'est à l'ordre du jour. Le ministre de la Défense des États-Unis a affirmé aux journalistes réunis au Pentagone: «Aucune décision n'a



Général Qasim Soleimani

d'un côté comme de l'autre, on se connaît bien, pas du tout avec tendresse.

Revenant à la dernière déclaration du président américain, se disant prêt à détruire des sites culturels, il ne s'attendait pas aux critiques qu'il a encourues. Car, une telle destruction serait «un crime de guerre». Même Mike Pompeo, au Département d'Etat, c'est-à-dire le ministre des Affaires étrangères, se déclare en porte-à-faux quant à pareille action.

Entre-temps, le président Trump a dépêché, lundi (6 janvier), environ un millier de soldats au Moyen Orient. Ce qui n'est pas du tout bien vu des Russes. Sergei Ryabkov, l'assistant du ministre des Affaires étrangères russe, a lancé qu'une pareille augmentation de troupes représente «une provocation à prendre au sérieux».

Selon la boutade, il paraît qu'il y a une confusion chez les Grecs. Car, lundi matin (6 janvier), dans une lettre publiée sur Twitter, un général américain en Iraq, a laissé entendre que, suite au vote du Parlement iraquien exigeant le départ des forces étrangères, il

été prise pour laisser l'Iraq, point barre!" Il a ajouté qu'il essaie de comprendre ce qui a porté le général Sealy à agir de la sorte. Sans doute, ce dernier, étant sur place, jauge mieux la situation, et voudrait épargner ses troupes, face à une situation qui se détériore, pas du tout à l'avantage des Américains.

Du train que ça va, la situation pourrait vite dégénérer, parce que l'Iraq, qui avait conclu un accord avec l'occident pour suspendre toute activité visant à se pourvoir d'armes nucléaires, a déclaré qu'il va reprendre les travaux en ce sens. On rappellera que l'administration Trump s'était déjà désolidarisée de cet accord qui remonte à l'administration Obama. Les puissances européennes, alliées des États-Unis, ne voient pas d'un bon œil l'action du président Trump qui vient aggraver leur situation vis-à-vis l'Iraq.

Alors, de toutes parts, on est sur le qui-vive! N'importe quel autre faux pas pourrait déclencher la Troisième Guerre mondiale tant redoutée.

Pierre Quiroule II
8 janvier 2020



Funérailles du général Qasim Soleimani à Téhéran.

une conflagration mondiale.

Une attaque d'une base aérienne américaine au Kénia, en Afrique de l'est, dimanche, 5 janvier, avant la levée du soleil, est perçue comme la première réponse de l'autre camp contre les Américains. D'ailleurs, trois employés du Pentagone ont connu la mort. Selon les dépêches de presse, les attaquants sont des «extrémistes islamistes du groupe Al-Shabab», allié d'Al-Kaïda, cantonnés en Somalie, pays limitrophe du Kénia. Et voilà comment, en moins de deux jours de l'assassinat, en Iraq, du général iranien, la base de «Manda Bay», au Kénia, est devenue une première cible.

après-midi, quelques heures après l'annonce de l'assassinat du général Soleimani, le président se trouvait à Miami pour lancer sa campagne électorale 2020. C'est dans une arène appelée « King Jesus International Ministry », une église gigantesque pouvant contenir sept mille (7 000) personnes, qu'il y a eu cette ambiance de fête, alors que le président se montrait satisfait. Soleimani n'est plus, quelqu'un « qui a tué et estropié des milliers d'Américains durant des années, et qui s'approprierait à en tuer davantage... », a été pris », a clamé le président, qui entraîna des vivats de l'assemblée en délire! Voilà comment a démarré une « guerre

***Le secrétaire général de l'OEA en Haïti.** L'Uruguayen Luis Almagro, secrétaire général



Autres maisons démolies par le cyclone à Porto Rico.

de l'Organisation des États américains (OEA) est arrivé à Port-au-Prince, dans l'après-midi du lun-

di, 6 janvier, dans le cadre d'une visite de 24 heures, selon un communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères, indiquant

qu'il aura une rencontre avec le président haïtien, Jovenel Moïse. Selon des sources bien infor-

mées, M. Almagro s'est entretenu avec plusieurs personnalités, dont trois parlementaires : le sénateur Joseph Lambert, candidat au poste de Premier ministre, le député Rolph Papillon, proche du gouvernement, et le sénateur Évalière Beauplan, un critique sans réserve du régime Tèt Kale et un inconditionnel. Il avait été chargé de mener la seconde enquête sur l'usage du fonds PetroCarabe dont a été publié le second rapport de la Commission anti-corruption du Sénat.

M. Almagro, dans une déclaration, après s'être entretenu avec le président Moïse, au Palais national, a évoqué, entre autres, le maudit mot « corruption » comme étant l'une des principales préoccupations de l'OEA par rapport à la crise qui secoue le pays depuis plus d'un an.

Quant au président Moïse, il a mis l'accent sur les conditions humaines du peuple pour lequel il souhaite obtenir l'aide. Aussi il a misé sur la solution à trouver par la voie du dialogue et un gou-



Un immeuble détruit par le tremblement de terre à Porto Rico.

vernement de consensus. On doute que M. Almagro, qui a eu également des entretiens avec le « Core Group » et l'ambassadeur américain en Haïti, Michele Sison, puisse trouver la formule magique pour résoudre la crise, toujours avec un Jovenel Moïse comme président.

***Au Venezuela, un coup d'État parlementaire a raté.** Le président Nicolas Maduro a réussi, lundi, 6 janvier, à fomentier un putsch parlementaire, en manquant l'« élection » du député Luis Eduardo Parra, président de l'Assemblée nationale, rempla-

Suite en page 15